

AMNESTY

LE MAGAZINE DES DROITS HUMAINS

N° 124
Mars 2026

AUTORITARISME

LE RETOUR EN FORCE

SUISSE

La lutte contre les féminicides à la traîne

INTERVIEW CULTURELLE

Silence, on (ne) lit (plus)

AMNESTY
INTERNATIONAL



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2026

L'assemblée générale (AG) de la section suisse d'Amnesty International est l'occasion idéale pour faire connaissance et avoir des discussions passionnantes sur des sujets d'actualité avec des militant·e·x·s, des membres et des collaborateur·rice·x·s d'Amnesty. Inscrivez-vous dès aujourd'hui!



SAMEDI 9 MAI 2026
EVENTFABRIK BERN
FABRIKSTRASSE 12

OUVERTURE DES PORTES DÈS 9H30

THÈME DE NOTRE AG 2026

Comment faire face aux tendances autoritaires?

Nous aurons le plaisir d'accueillir des invité·e·x·s de marque : représentant·e·x·s d'Amnesty USA et d'Amnesty Hongrie, chercheur·euse·x·s scientifiques et militant·e·x·s. Les ateliers qui suivront les présentations permettront d'approfondir le sujet. L'occasion pour vous d'amener vos idées.

La **partie statutaire, réservée aux membres**, qui comprend les élections et les votes sur des motions, aura lieu dans la matinée. Toutes les personnes ayant adhéré avant le vendredi 9 janvier et ayant payé leur cotisation annuelle avant le lundi 4 mai ont le droit de vote. Les motions et postulats peuvent être déposés jusqu'au samedi 14 mars 2026.

La **partie publique** aura lieu l'après-midi à partir de 14 heures. **Veuillez vous inscrire avant le lundi 30 mars**, même si vous souhaitez uniquement assister à l'événement de l'après-midi.

Le programme et le formulaire d'inscription se trouvent sur www.amnesty.ch/ag

Pour touxtes les activistes de moins de 26 ans :

La rencontre des jeunes aura lieu à Berne le vendredi 8 mai, à partir de 16 heures. Un hébergement est prévu pour la nuit. Le samedi, nous assisterons ensemble à l'AG. Plus d'informations sur amnesty.ch/rencontre-youth

Photo de couverture Depuis le début du XXI^e siècle, les dirigeants autocratiques se multiplient. La plupart du temps, c'est par les urnes qu'ils accèdent au pouvoir, avant de l'accaparer. © JMB/Amnesty Suisse

ÉDITORIAL



Une épidémie menacerait-elle nos démocraties? Hongrie, Inde, Russie, Israël, États-Unis, Turquie pour n'en citer que quelques-uns: de nombreux pays présentent déjà les symptômes –à des stades plus ou moins avancés– d'un tournant autoritaire.

Comme les malades, les libertés commencent graduellement à montrer des signes de faiblesse. Qui se sert de la peur comme levier politique, comme Vladimir Poutine. Qui d'autre fait taire les partis d'opposition, comme Recep Tayyip Erdoğan, ou stigmatise les minorités LGBTQIA+ comme Viktor Orbán. Qui encore fait pression sur la justice, comme Benjamin Netanyahu. Avec au moins trois constantes: ces glissements sont progressifs –souvent légaux–, ils commencent toujours par un narratif –pour préparer les esprits aux actes qui suivront– et il n'est pas rare que plusieurs de ces symptômes soient cumulés.

Depuis quelque temps, c'est du côté des États-Unis que beaucoup d'indicateurs passent au rouge. Du contrôle sur la

presse, matérialisé par la cour de journalistes complaisant·e·x·s accrédité·e·x·s au Bureau ovale, à l'ultra-personnalisation du pouvoir, en passant par la stigmatisation de minorités –que ce soient les personnes trans ou réfugiées– ou plus récemment la terreur que font régner dans les villes démocrates les brutes masquées de l'ICE et leur désormais ex-patron Gregory Bovino en tenue inspirée par la Gestapo, l'Amérique d'aujourd'hui est comme un patient en observation, au chevet duquel on peut constater l'évolution de la maladie.

L'analogie ne serait pas complète sans le souvenir de la pandémie de Covid-19: d'abord abstraite car lointaine, puis toujours plus concrète au fur et à mesure qu'elle traversait les frontières. Personne n'est vraiment à l'abri.

En médecine, l'immunité s'obtient en s'exposant à une faible dose d'agents pathogènes. Les forces qui s'opposent à l'arbitraire de quelques élus agissent ici comme des globules blancs. Elles ont le pouvoir –comme au Brésil, qui semble avoir tiré un trait sur sa récente ère autoritaire– de permettre aux démocraties les plus touchées de se relever.

Jean-Marie Banderet, rédacteur en chef

OUVERTURES

Good News	4
En bref	6
En image	8
Opinion	9
La colère persiste	

POINT FORT

L'autoritarisme en marche

Point de bascule	10
------------------	----

À l'ère des autocrates	12
------------------------	----

Dans de nombreux pays, la rhétorique nationaliste et la concentration du pouvoir attaquent les fondements de la démocratie.

« Moi, l'État »	16
-----------------	----

Lorsque le programme politique s'efface au profit de la personnalité du leader, peut-on encore parler de démocratie?

Nostalgie artificielle	18
------------------------	----

Au Portugal, des générations qui n'ont pas connu la dictature salazariste se laissent convaincre par un passé fantasmé.

Une technique éprouvée	20
------------------------	----

Staline l'avait théorisée, Poutine l'applique. La peur est un bon moyen d'asseoir son pouvoir.

Les tribunaux en ligne de mire	22
--------------------------------	----

À coups de menaces envers les juges, le premier ministre israélien limite l'influence de la justice pour conforter sa domination.

Une parenthèse autoritaire	24
----------------------------	----

Les institutions brésiliennes ont réussi le tour de force de destituer l'ancien président Jair Bolsonaro.

ÉCLAIRAGES

Pérou	26
L'espoir fragile des exilé·e·x·s	
Suisse	28
La lutte contre les féminicides à la traîne	
Iran	30
Des rues couvertes de sang	
Migration	31
Le parcours d'un jeune Afghan	

ÉCHOS

Regards croisés	32
Par Anna Husi et par Alexandre Nicolet	
Chroniques	34
Banlieues abandonnées	
Chroniques: édition spéciale FIFDH	35
Innocence à l'épreuve	
Responsables de ce qui nous menace	
Liberté sous conditions	
Interview culturelle	36
Silence, on (ne) lit (plus)	

AGIR

Campagne All4HumanRights	37
Des droits égaux pour touxtes	
Action urgente	39
Halte au bain de sang en iran!	

Impressum : AMNESTY, le magazine des droits humains paraît tous les trois mois. N° 124, mars 2026. AMNESTY est le magazine de la Section suisse d'Amnesty International. En tant que journal généraliste des droits humains, AMNESTY est amené à traiter de sujets qui ne reflètent pas toujours strictement les positions de l'organisation. Amnesty International a adopté un langage inclusif non-binaire: plus d'informations sur amnesty.ch/epicene **Éditeur :** Amnesty International, Section suisse, 3001 Berne, tél.: 031 307 22 22 **Rédaction:** AMNESTY, rue de Varembe 1, 1202 Genève, tél.: 021 310 39 40, e-mail: redaction@amnesty.ch **Administration:** Amnesty International, Case postale, 3001 Berne. Veuillez svp indiquer le n° d'identification qui se trouve sur l'étiquette lors de paiements ou de changements d'adresse. Merci! **Rédacteur en chef:** Jean-Marie Banderet **Journaliste:** Baptiste Fellay **Rédaction:** Jade Albasini, Yohan Châble, Danaï Dimas, Artem Efimov, Mélissa Riffaut, Izia Rouviller, Maria Sterkl, Sandra Weiss, Natalie Wenger **Corrections:** Violaine Hübscher, Jérôme Rivollet **Ont également participé à ce numéro:** Manon Brügger, Anna Husi, Anaïd Lindemann, Déo Negamiyimana, Alexandre Nicolet **Diffusion:** membres (dès cotisation de 30 francs par an) **Le magazine AMNESTY est disponible en ligne:** amnesty.ch/magazine **Conception graphique:** www.muellerluetolf.ch **Mise en page :** Atoll « îlots graphiques » Catherine Gavin **Impression:** Stämpfli, Berne **Tirage :** 29 232 exemplaires.

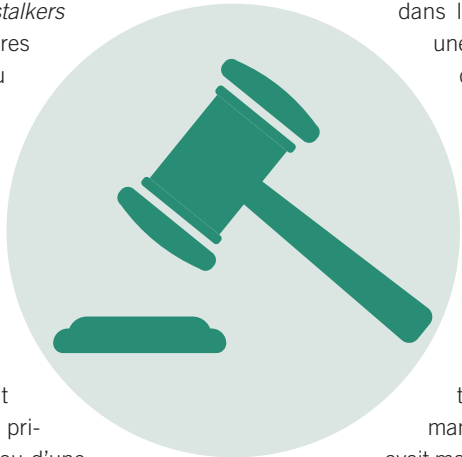


LIBÉRATIONS EN SÉRIE

Le 13 décembre, les autorités de **Biélorussie** ont libéré 123 personnes de prison. Parmi elles, le Prix Nobel de la paix Ales Bialiatski et la célèbre opposante politique Maryia Kalesnikava. La musicienne avait été condamnée le 6 septembre 2021 à onze ans de prison sur la base d'accusations forgées de toutes pièces pour « extrémisme », « tentative de prise de pouvoir » et « incitation à des actes dangereux pour l'État ». Ales Bialiatski, fondateur du centre des droits humains Viasna, avait quant à lui été condamné le 3 mars 2023 à dix ans de prison pour avoir prétendument financé des « activités illégales ».

LE « STALKING » DEVIENT PUNISSABLE

Depuis le 1^{er} janvier 2026, le *stalking* est un délit à part entière en **Suisse**. Auparavant, les *stalkers* devaient être poursuivi-e-x-s pour d'autres délits tels que la contrainte, la menace ou l'abus d'une installation de télécommunication, et étaient rarement mis-e-x-s en cause pénalement. La révision de la loi vise à combler cette lacune et à renforcer la protection pénale des victimes en leur donnant les moyens pour lutter contre cette forme de harcèlement, de violence sexuelle et de violation du droit au respect de la sphère privée. Les coupables pourront désormais être puni-e-x-s d'une peine privative de liberté allant jusqu'à trois ans ou d'une peine pécuniaire.



ACQUITTEMENT POUR LE BARREAU

En **Turquie**, les avocat-e-x-s engagé-e-x-s se retrouvent rapidement dans le collimateur de la justice. La persécution a atteint une nouvelle dimension avec l'inculpation de l'ensemble du comité directeur du plus grand barreau turc. Le 9 janvier 2026, après plusieurs mois de procès, les onze membres du comité directeur du barreau d'Istanbul, qui compte plusieurs milliers de membres, ont été acquitté-e-x-s des accusations de propagande terroriste. À l'origine de l'accusation figurait une déclaration publique du barreau datant du 21 décembre 2024, dans laquelle était demandé que toute la lumière soit faite sur le meurtre de deux journalistes dans le nord de la Syrie. Les arrestations arbitraires de journalistes, d'avocat-e-x-s et de manifestant-e-x-s y étaient également critiquées. Le Parquet avait monté un dossier d'accusation pour propagande terroriste, accusation qu'il avait réitérée dans son réquisitoire final.

DES VOIX CRITIQUES DE LA POLITIQUE MIGRATOIRE LIBÉRÉES

L'avocate Sonia Dahmani, qui faisait l'objet de cinq procédures pénales en **Tunisie**, a été libérée le 27 novembre 2025. Cette personnalité médiatique âgée de 59 ans avait été arrêtée le 11 mai 2024 après avoir critiqué la politique migratoire de la Tunisie dans une émission de télévision. Sonia Dahmani milite depuis de nombreuses années pour les droits humains et dénonce le racisme et les conditions de détention dans les prisons tunisiennes. Le 24 novembre, ce sont le défenseur des droits humains suisse-tunisien Mustapha Djemali et son collaborateur Abderrazek Krimi qui ont retrouvé la liberté, après environ vingt mois de détention. Trois autres employé-e-x-s de leur organisation, le Conseil tunisien pour les réfugiés (CTR), ont été acquitté-e-x-s. Mustapha Djemali, âgé de 81 ans, s'est engagé en faveur des droits des migrant-e-x-s, notamment dans le cadre de son travail de longue date pour le Haut-Commissariat pour les réfugiés, où il a occupé plusieurs postes de direction, puis en tant que directeur du CTR.



© Portraits illustrés : André Gottschalk

SAUVER DES VIES N'EST PAS UN CRIME

Après un procès de plus de sept ans, le sauveteur irlandais-allemand Seán Binder a été acquitté en **Grèce**. Il avait travaillé comme bénévole pour une organisation d'aide aux réfugié-e-x-s à Lesbos – un engagement qui aurait pu lui valoir jusqu'à vingt ans de prison. Sa collègue Sarah Mardini, elle-même réfugiée syrienne, avait été arrêtée à ses côtés, en août 2018. Seán Binder et Sarah Mardini ont passé plus de cent jours en détention avant d'être libéré-e-s sous caution. Les poursuites engagées contre Seán Binder portaient sur des infractions telles que l'espionnage et la falsification ainsi que le trafic d'êtres humains, l'appartenance à une organisation criminelle et le blanchiment d'argent.



Seán Binder embrasse sa mère Fanny après son acquittement.



UN TRIBUNAL AUTORISE UNE ACTION EN JUSTICE POUR ATTEINTE AU CLIMAT

Pour la première fois en **Suisse**, des personnes lésées peuvent intenter une action en justice contre une entreprise pour atteinte au climat. Quatre pêcheur-euse-x-s de la petite île indonésienne de Pari avaient intenté une action en justice contre le plus grand cimentier du monde, Holcim. Un tribunal de Zoug, où l'entreprise a son siège, s'est prononcé en faveur de la recevabilité de la plainte en décembre. Holcim est accusé d'être coresponsable du changement climatique et de l'élévation du niveau de la mer. Ce phénomène menace de plus en plus les moyens de subsistance sur l'île. Les plaignant-e-x-s exigent que Holcim aligne ses émissions sur l'objectif climatique convenu au niveau international et participe financièrement aux mesures de protection de l'île. Le tribunal de Zoug a rejeté les objections procédurales de Holcim et a conclu que les pêcheur-euse-x-s avaient un motif suffisant pour intenter une action en justice. Les émissions de CO₂ à venir sont également concernées. Selon le jugement, « un risque sérieux de nouvelle violation du droit est non seulement à craindre, mais doit être considéré comme certain ». Holcim a déclaré faire appel.



VICTOIRE POUR LES PETIT-E-X-S AGRICULTEUR-RICE-X-S

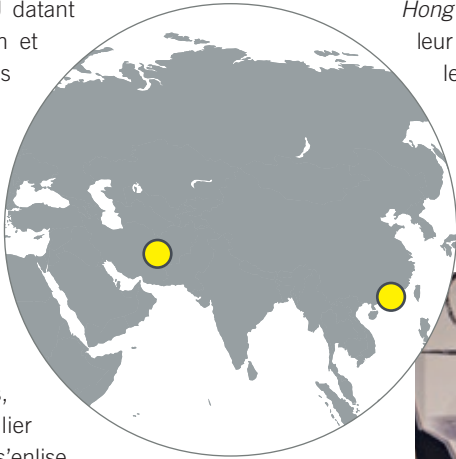
En novembre, des petit-e-x-s agriculteur-rice-x-s ont remporté une victoire importante pour la souveraineté alimentaire et la justice climatique : dans un arrêt historique, la Cour suprême du **Kenya** a décidé que l'échange de semences entre agriculteur-rice-x-s était légal, et a déclaré inconstitutionnelles les dispositions pénales de la loi sur les semences et les variétés végétales (*Seed and Plant Varieties Act*). Ce jugement dépénalise ainsi la conservation, la transmission et l'échange de semences indigènes. Pendant des années, ceux qui pratiquaient ces techniques ancestrales risquaient des peines d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à deux ans et des amendes d'un million de KES (environ 6200 CHF). Cette décision historique protège les méthodes agricoles traditionnelles et remet en question le contrôle des multinationales sur les ressources agricoles.

PAIEMENT RÉGULIER DES SALAIRES IMPOSÉ

En **Guinée**, les employé-e-x-s de la Société guinéenne de palmiers à huile et d'hévéas (Soguipah) se sont vu proposer un plan de paiement fixe et structuré, après la publication en octobre d'un rapport d'Amnesty International révélant que les droits des travailleur-euse-x-s des plantations de la Soguipah étaient bafoués. Le rapport souligne également que les petit-e-x-s agriculteur-rice-x-s lié-e-x-s à la Soguipah sont souvent confronté-e-x-s à des retards de paiement et sont rémunéré-e-x-s en dessous du prix du marché.

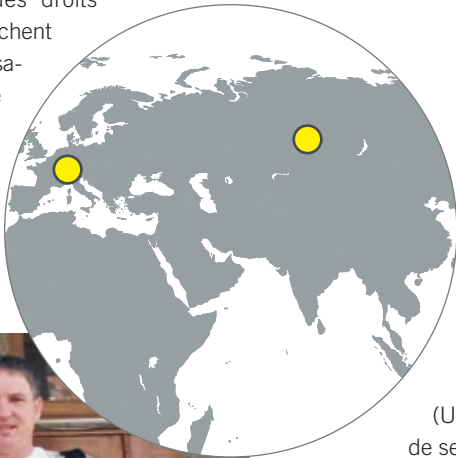
RENVOIS FORCÉS
CHEZ LES TALIBANS

AFGHANISTAN – Les derniers chiffres de l’ONU datant de décembre montrent qu’à eux seuls, l’Iran et le Pakistan ont expulsé plus de 2,6 millions de personnes vers l’Afghanistan en 2025. Environ 60 % d’entre elles seraient des femmes et des enfants. Des milliers de personnes ont également été renvoyées de Turquie et du Tadjikistan. La presse a rapporté que les États européens ont mené des négociations avec les autorités talibanes en vue de faciliter les renvois. Ces informations nous parviennent alors que les talibans intensifient leurs attaques contre les droits humains, avec des répercussions terribles, en particulier pour les femmes et les filles. De plus, le pays s’enlise dans une crise humanitaire. En vertu du droit international, l’obligation de non-refoulement devrait s’imposer aux États.



DROITS HUMAINS INDÉSIRABLES

RUSSIE – Les domiciles de trois défenseur-e-s des droits humains ont été perquisitionnés le 16 décembre. Sont visé-e-s Alexeï Sokolov, Larissa Zakharova et l’avocat Roman Kachanov. Toustes trois travaillent pour « Les défenseurs des droits humains de l’Oural ». Les autorités leur reprochent d’avoir « organisé les activités d’une organisation indésirable », une infraction passible de six ans de prison. Selon les autorités, leur coopération avec deux institutions classées comme « indésirables », à savoir le Comité Helsinki et la *National Endowment for Democracy* leur vaut de se retrouver sur le banc des accusé-e-x-s.



De gauche à droite : Alexeï Sokolov, Larissa Zakharova et Roman Kachanov, membres du groupe « Les défenseurs des droits humains de l’Oural », à Ekaterinbourg en Russie.

LA MÉMOIRE DEVANT LES TRIBUNAUX

CHINE – En janvier s’est ouvert le procès de deux Hongkongais-e-s, l’avocate Chow Hang-tung et le syndicaliste Lee Cheuk-yan. Les deux membres de la *Hong Kong Alliance*, aujourd’hui dissoute, attendent leur procès depuis plus de quatre ans en prison. Si on les accuse d’atteinte à la sécurité nationale, c’est surtout pour avoir organisé la veillée annuelle à la bougie pour commémorer la répression de la place Tiananmen. Le 4 juin 1989, sur cette place de Pékin, l’armée chinoise avait ouvert le feu sur des manifestant-e-x-s.



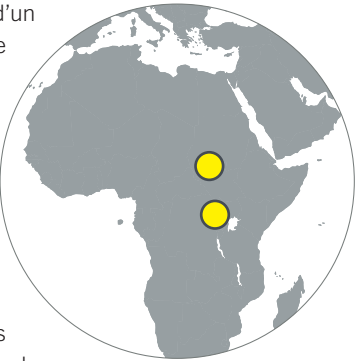
L’avocate **Chow Hang-tung**, actuellement emprisonnée, a été inculpée pour « incitation à la subversion » en vertu de la nouvelle loi sur la sécurité nationale et risque jusqu’à dix ans d’emprisonnement.

UNE CHANCE À SAISIR

SUISSE – La Suisse est désormais en retard sur ses voisins concernant la responsabilité des multinationales. Le 9 décembre dernier, l’Union européenne (UE) a conclu les négociations sur la révision de ses règles en la matière. Les États membres de l’UE ont donc jusqu’en 2028 pour s’y conformer, notamment en ce qui concerne le devoir de diligence, l’obligation climatique et la surveillance. L’occasion pour la Suisse de saisir cette opportunité et de se doter d’une législation forte et efficace. Lancée en janvier 2025, la nouvelle initiative pour des multinationales responsables a recueilli un nombre record de signatures. Le Conseil fédéral a déjà annoncé un contre-projet. La consultation devrait débuter au printemps 2026.

UN SEPTIÈME MANDAT EN CATIMINI

UGANDA – La Commission ougandaise des communications a décidé de suspendre les services internet en marge des élections générales du 15 janvier 2026. Elle a justifié cette décision par la volonté d’éviter « la désinformation, la manipulation, la fraude électorale et les risques associés ». Certain-e-x-s observateur-ric-e-x-s dénoncent une attaque flagrante contre la liberté d’information et contre les voix dissidentes à la veille d’un scrutin déterminant. Internet a commencé à être rétabli après la réélection du président sortant, Yoweri Museveni, pour un septième mandat.

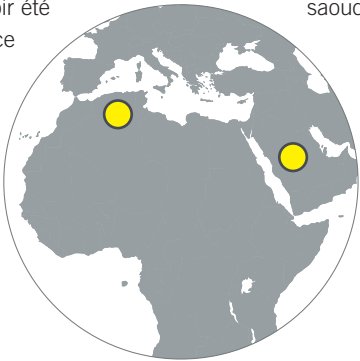


DES CRIMES DE GUERRE
À ZAMZAM ?

SOUDAN – Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l’homme (HCDH) a publié le 18 décembre un rapport détaillant les trois jours d’horreur en avril dernier dans le camp de déplacé-e-x-s de Zamzam. Les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR) ont tué plus de 1000 civil-e-x-s, violé, torturé et enlevé des milliers d’autres. Amnesty International a publié son propre rapport le 3 décembre, démontrant aussi que les FSR ont délibérément tué des civil-e-x-s, pris des otages, pillé et détruit des mosquées, des écoles, et des centres de santé dans le cadre d’une attaque de grande ampleur contre Zamzam, le plus grand camp de personnes déplacées de l’État du Darfour du Nord. Au regard du droit international, ces violations devraient donner lieu à une enquête pour crimes de guerre.

UN PÊCHEUR MIS À MORT

ARABIE SAOUDITE – Le pêcheur égyptien Essam Ahmed a été exécuté le 16 décembre 2025 en Arabie saoudite. Les autorités saoudiennes l’avaient arrêté en décembre 2021 en pleine mer, entre l’Arabie saoudite et l’Égypte. Il affirmait avoir été contraint par un homme armé de transporter un paquet de drogue. Essam Ahmed a déclaré « avoir avoué » être coupable sous la torture. Sous l’impulsion du prince héritier Mohammed ben Salmane, les autorités saoudiennes ont procédé à 345 exécutions rien qu’en 2024, dont 35 % d’entre elles pour des infractions liées aux stupéfiants. Il s’agit du nombre le plus élevé depuis qu’Amnesty International a commencé à recenser les exécutions en Arabie saoudite en 1990.



EN PRISON MALGRÉ
SA DEMANDE D’ASILE

ALGÉRIE – Les autorités algériennes ont renvoyé l’ancien parlementaire tunisien Seifeddine Makhoul le 18 janvier, malgré son statut de demandeur d’asile. Critique du président tunisien Kais Saïed, il avait cherché refuge en Algérie en juillet 2024 après avoir été emprisonné et poursuivi en justice en Tunisie. Les autorités algériennes l’ont condamné en juillet 2024 à trois mois de prison pour entrée illégale sur le territoire. Une peine qu’il a purgée. Il a ensuite été placé en détention administrative par les autorités.

REGARD DÉCALÉ
BÉNÉFICES COLLATÉRAUX



Ce qu’il y a d’étonnant avec notre économie de marché, c’est que même les événements les plus choquants sont récupérés. Les images de l’arrivée du président vénézuélien Nicolás Maduro sur le sol américain après son exfiltration tonitruante par les forces spéciales ont créé une *hype* dont n’aurait même pas osé rêver la marque qui en a bénéficié. En quelques jours, les modèles beiges du survêtement emblématique de la marque –étasunienne elle aussi– Nike étaient tous vendus. L’enlèvement d’un président en fonction par un État tiers a créé une onde de choc, tant pour les Vénézuélien-ne-x-s qui ont passé la nuit sous un déluge de feu, que pour l’ordre mondial. Ou, comme on a coutume d’entendre : des « dommages collatéraux ». À l’opposé, Nike a profité de l’occasion pour gagner beaucoup d’argent. Y a-t-il un nom pour ça ? JMB

(RE)PRENONS CONTACT

Un article vous a fait réagir ? Vous souhaitez proposer un sujet pour notre prochain numéro ? Ou faire paraître une lettre de lecteur-ric-e-x ? La rédaction du magazine AMNESTY se fera un plaisir de vous lire et de vous répondre.

La rédaction

Écrivez-nous à redaction@amnesty.ch ou par courrier à Amnesty International Suisse, Rédaction AMNESTY, case postale, 3001 Berne.



Loin des regards des médias internationaux, les combats dans l’est de la **République démocratique du Congo (RDC)** font toujours rage. Et avec eux, les souffrances endurées par la population civile. Après s’être emparé des grandes villes de Goma en janvier puis de Bukavu en février 2025, le M23 a lancé une nouvelle offensive début décembre dans la province orientale du Sud-Kivu, le long de la frontière burundaise. Comme nombre de ses voisins, cette famille de la petite ville d’Uvira n’a d’autre choix que de courber l’échine quand les combats font rage.

LA COLÈRE PERSISTE

Danai Dimas est experte en justice de genre chez Amnesty Suisse.



En 2025 en Suisse, une femme* mourait toutes les deux semaines, tuée par un homme qui lui était proche. Un triste record qui montre clairement que la violence sexuelle est encore trop souvent ignorée – voire tolérée. Ce sont essentiellement des maris, d’anciens partenaires, des pères ou d’autres membres de la famille qui sont à l’origine de ces meurtres. Des actes présentés dans les médias comme des « drames relationnels » ou des actes isolés. Un narratif sans doute commode, mais erroné. Il occulte le fait que les féminicides ne sont pas des exceptions tragiques, mais les symptômes d’un système qui engendre, tolère et protège la violence sexuelle. Pourtant, les chiffres et les faits ne manquent pas. Selon les Nations unies, au moins 50 000 femmes sont tuées chaque année dans le monde par des hommes de leur entourage. Malgré toutes les nuances nécessaires, il s’agit d’un problème essentiellement masculin. Cela ne signifie pas que les hommes ne subissent pas de violences. Mais que la violence sexuelle est principalement le fait des hommes, et qu’elle vise structurellement les femmes. Même lorsque les hommes sont la cible de violences, ce sont presque toujours d’autres hommes qui en sont les auteurs. Le fait que nous utilisons aujourd’hui des termes tels que « féminicide », « culture du viol » ou *stealth*ing – retrait non consenti du préservatif – est le résultat de décennies de luttes féministes, en particulier celles menées par les féministes noires et les activistes queers. Dès le début, elles ont analysé la violence de manière intersectionnelle : en fonction du racisme, de la classe sociale, de la citoyenneté, du capacitisme et du pouvoir étatique. Pour elles, la violence n’était pas un comportement individuel inapproprié, mais l’expression d’un ordre social. En d’autres termes : une violation systématique des droits humains. Ces luttes ont créé un langage, généré des données, brisé le silence et jeté les bases juridiques de la riposte contre les violences à l’égard des femmes. Avec la Convention d’Istanbul, ratifiée par la Suisse,

il existe désormais un accord international contraignant qui impose des obligations claires aux États : prévenir la violence, protéger les victimes et poursuivre les responsables. Mais nous sommes encore loin d’une mise en œuvre cohérente. Bien que la violence sexuelle soit reconnue comme une violation des droits humains, les discours anti-féministes gagnent du terrain, minimisant la violence à l’égard des femmes. La « manosphère » s’étend : des millions d’hommes et d’adolescents évoluent dans des sous-cultures masculinistes, où la misogynie est normalisée, le contrôle romancé et l’égalité présentée comme une menace. Ainsi, en 2022, une tendance s’est répandue sur TikTok : des hommes partageaient ouvertement leurs fantasmes de féminicide, imaginant comment ils pourraient tuer des femmes lors d’un premier rendez-vous. Ces discours poursuivent les mêmes objectifs que ceux tenus par une certaine frange autoritaire en politique : la défense du pouvoir masculin, obtenu par le contrôle sur le corps des femmes et par des attaques contre l’autodétermination et les droits reproductifs. L’égalité est dénigrée, considérée comme une idéologie. La violence ne touche pas tout le monde de la même manière, mais elle suit des lignes de pouvoir claires. Les 29 féminicides en Suisse l’année dernière, le deuil qui les accompagne, ne sont pas la cause de la colère. Ils sont la conséquence de discours sexistes, de blagues graveleuses et de transgressions des limites. Ceux qui s’opposent à ces signaux, qui les dénoncent et interviennent à temps, peuvent empêcher la violence et sauver des vies. Ce n’est pas aux individus de s’ajuster à un système violent, mais aux structures politiques et sociales de se transformer en profondeur. I

**Le terme « femmes » désigne ici toutes les personnes victimes de violences sexuelles, y compris les personnes trans, intersexuées et non binaires.*

SUR LE MÊME SUJET
Lire notre article en page 28

Sommes-nous en train d'entrer dans une nouvelle ère des autocrates ? Dans de nombreuses démocraties, pourtant bien outillées pour limiter la concentration des pouvoirs, des dirigeants – essentiellement des hommes – s'attaquent progressivement aux institutions et aux usages pour satisfaire leur propre agenda, au risque de déséquilibrer l'ordre mondial. Comment ces nouveaux « hommes forts » font-ils pour prendre le pouvoir ? Leur ascension est-elle encore évitable ?

Point de bascule



À l'ère des autocrates

En Hongrie, en Turquie ou aux États-Unis, les normes démocratiques s’effritent, laissant place à la rhétorique nationaliste, à la concentration du pouvoir et à la persécution des minorités.

Par Natalie Wenger

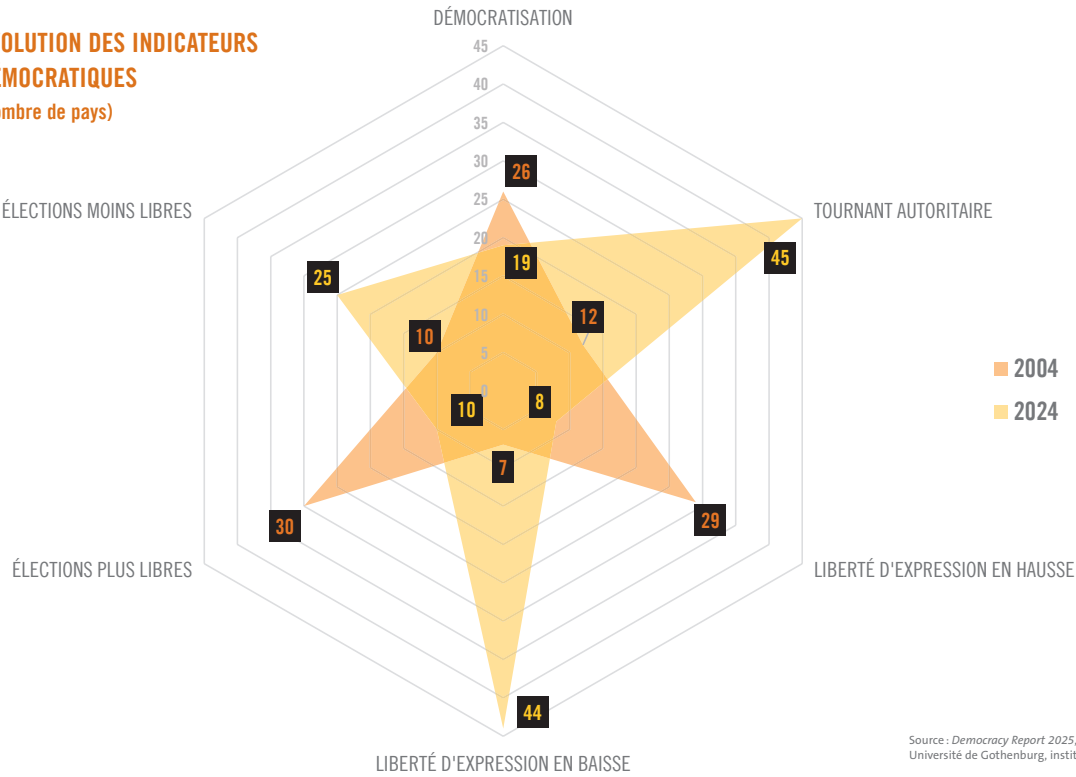
Viktor Orbán n’a jamais caché ses intentions pour la Hongrie. Dès 2014, il annonçait vouloir faire du pays une « démocratie illibérale ». Et il a tenu parole. Plus d’une décennie après, son parti, le Fidesz, contrôle non seulement le pouvoir exécutif, mais aussi le pouvoir judiciaire. La Cour constitutionnelle est désormais presque entièrement composée de fidèles du parti. Plus

de 80 % des médias sont contrôlés par des propriétaires proches du Fidesz et servent ainsi la propagande du gouvernement. Les voix critiques sont délibérément persécutées, tout comme les minorités. Depuis des années, Orbán poursuit un programme anti-LGBTQIA+, qui a notamment abouti en 2025 à l’interdiction de la Pride de Budapest.



Depuis le début du second mandat de Donald Trump, l'administration s'est servie à plusieurs reprises de la garde nationale pour tenter de mettre au pas des villes démocrates, comme ici à Washington en novembre dernier.

ÉVOLUTION DES INDICATEURS DÉMOCRATIQUES (nombre de pays)



Source : Democracy Report 2025, Université de Gothenburg, institut V-Dem.

Au cours des quinze dernières années, Orbán et son parti ont ainsi réussi à éroder les institutions démocratiques, et donc les droits humains.

Cependant, Viktor Orbán n’est pas le seul dans ce cas : on observe des tendances similaires en Pologne, en Israël, en Turquie ou aux États-Unis. Après sa victoire électorale en 2015, le parti polonais Droit et Justice (PIS) a commencé à restreindre la séparation des pouvoirs et à prendre des mesures contre les professionnel·le·x·s des médias critiques. En Turquie, Recep Tayyip Erdogan abuse de la justice pour éliminer ses adversaires politiques. Quant à Donald Trump, il a fait de la répression et de la violence sa marque de fabrique. Une tendance qu’il ne cache plus depuis le 6 janvier 2021 lorsqu’il avait appelé à prendre d’assaut le Capitole après avoir perdu les élections.

Les États-Unis en tête | Grâce à une campagne fondée sur le dénigrement et les mensonges, Donald Trump a réussi à rallier une majorité d’Américain·e·x·s. « Au cours de son premier mandat, de nombreux observateurs considéraient Trump comme ridicule, voire un peu stupide. Au cours de son deuxième mandat, il s’est avéré qu’il était cruel et extrêmement dangereux », analyse Amanda Klasing, responsable du plaidoyer chez Amnesty USA. En quelques jours, le président étasunien a réussi, à l’aide d’une multitude de décrets, à démanteler d’importantes institutions nationales, à légaliser la persécution des migrant·e·x·s, à anéantir les progrès réalisés en matière d’égalité et à rompre les relations transatlantiques historiques.

« Donald Trump joue avec les craintes de la population. D’une part, il utilise les craintes de certains milieux conservateurs ou ruraux pour alimenter le manque de confiance, déjà existant, dans les institutions – qu’elles soient nationales ou internationales. De l’autre, il a recours à des discours haineux et des tactiques d’intimidation pour donner aux gens le sentiment d’être impuissants et seuls. Comme de nombreux autocrates avant lui, Trump vise ainsi à isoler les minorités et à détruire les communautés. »

En effet, Donald Trump met tout en œuvre pour mettre à mal les fondements de la démocratie américaine. Il tente d’étendre son contrôle sur les médias, déshumanise les minorités et incite à la haine contre ses adversaires politiques. Les institutions sont une source de préoccupation pour lui, tout comme les élections libres et équitables.

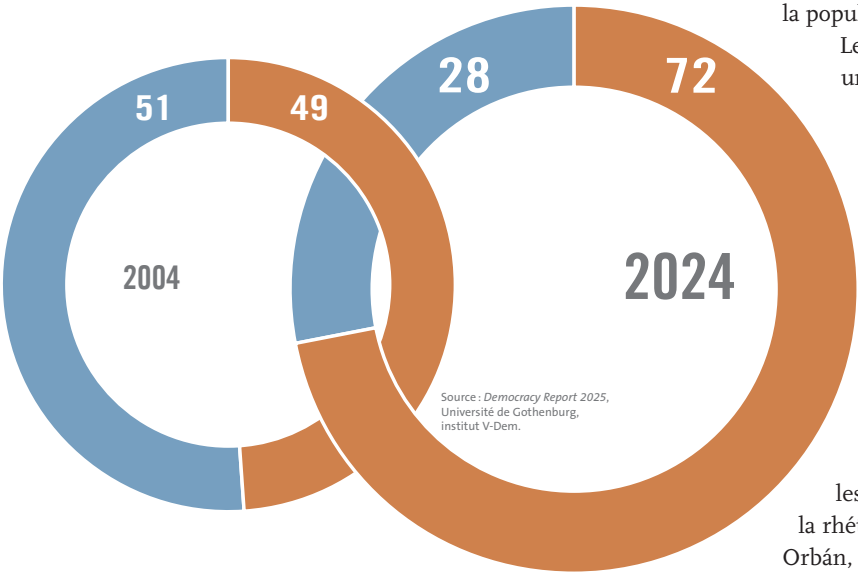
« La politique anti-droits humains de Trump a déjà causé des dommages considérables », ajoute Amanda Klasing. « Qu’il s’agisse des opérations inhumaines de l’ICE, de la persécution des personnes transgenres, du retrait de l’Accord de Paris sur le climat ou des sanctions contre la Cour pénale internationale, ce qui se passe aux États-Unis est extrêmement préoccupant et les dérives récentes devraient servir d’avertissement à tous les États qui envisagent de restreindre des droits fondamentaux. »

Les démocraties en crise | Il semblerait que l’ordre mondial fondé sur la démocratie, les droits humains, l’État de droit, le libre-échange et le multilatéralisme soit en péril avec l’effondrement de l’une des plus grandes démocraties du monde.

Sommes-nous pour autant en train de glisser vers une ère d'autocraties? «Le recours à des pratiques autoritaires est clairement en augmentation», déclare Natasha Wunsch, professeure d'études européennes et de recherche sur la démocratie à l'Université de Fribourg. «Au cours des vingt dernières années, dans différents pays, des dirigeants anti-démocratiques, mais aussi des partis en pleine ascension, pour la plupart populistes ou d'extrême droite, se sont efforcés de saper la protection des droits humains, d'affaiblir l'État de droit et de compromettre la séparation des pouvoirs.»

C'est ce que montre en partie l'indice *Freedom House 2025*, qui examine chaque année l'état de la démocratie et des libertés fondamentales: ces dernières années, les libertés n'ont cessé de reculer. Dans 60 pays, la situation en matière de droits politiques et civils s'est détériorée en 2024. Seuls 34 ont connu une amélioration. Le Salvador, Haïti, le Koweït et la Tunisie ont connu les plus fortes baisses en matière de libertés, mais la Hongrie, la Serbie ou l'Inde – souvent qualifiée de «plus grande démocratie du monde» – ont également connu un fort recul au cours des dix dernières années.

«Le recul mondial de la démocratie s'accroît, quelle que soit la manière dont nous ventilons les données et les indicateurs que nous utilisons. La tendance inchangée du recul à l'échelle mondiale rend la situation indéniable, même pour les plus sceptiques», écrit de son côté l'institut *Varieties of Democracy* (V-Dem) dans son rapport *Democracy Report 2025*,



PROPORTION DE LA POPULATION VIVANT DANS UNE DÉMOCRATIE
PROPORTION DE LA POPULATION VIVANT SOUS UN RÉGIME TOTALITAIRE

Les dirigeants à tendance autoritaire, comme Donald Trump ou Viktor Orbán, alimentent également les discours masculinistes et traditionalistes. ►

qui mesure l'état des démocraties à l'aide de plus de 500 indicateurs. Pour la première fois depuis vingt ans, près des trois quarts de la population mondiale (72 %) vivent dans des autocraties. Il s'agit du chiffre le plus élevé depuis 1978. Seuls 29 pays sont encore considérés comme des démocraties libérales par V-Dem, contre 43 entre 2007 et 2012.

La peur comme moteur | Les raisons du renforcement des formes de gouvernement autoritaires sont multiples. Les attentats terroristes dans les démocraties occidentales, à commencer par ceux du 11 septembre 2001 aux États-Unis, ont légitimé dans de nombreux pays le renforcement des mesures de sécurité et la restriction des droits humains. La crise financière de 2008 a également favorisé les tendances autoritaires: des partis populistes se sont formés et ont su exploiter la crainte d'une baisse du niveau de vie et le scepticisme à l'égard des mécanismes institutionnels. Enfin, l'augmentation des migrations depuis 2015 a renforcé l'acceptation d'une rhétorique haineuse et xénophobe et a conduit certains milieux à commencer à promouvoir avec succès la protection des «valeurs traditionnelles». «Les partis d'extrême droite et populistes ont réussi, en particulier en Europe, à rallier un électorat frustré ainsi que les abstentionnistes en proposant des solutions simples à des problèmes complexes», explique Natasha Wunsch. «Leur essor a également été favorisé par le fait que les partis traditionnels – de la droite républicaine à la social-démocratie – n'ont pas su répondre sérieusement aux inquiétudes économiques de la population.»

Le nombre croissant de conflits a quant à lui entraîné une instabilité politique qui a entravé les progrès démocratiques dans le monde entier. Les guerres civiles et les conflits, la violence des milices armées, des organisations criminelles ou des forces de sécurité officielles ont sapé la sécurité et empêché l'exercice de droits fondamentaux tels que les libertés d'expression, de réunion ou le droit à l'éducation, rendant le monde non seulement plus dangereux, mais aussi moins libre.

«En période de crise, de nombreuses personnes recherchent souvent la stabilité auprès 'd'hommes forts'», explique Natasha Wunsch. «À une époque où la masculinité est remise en question, les jeunes hommes se sentent souvent interpellés par la rhétorique de modèles tels que Donald Trump ou Viktor Orbán, qui les encouragent à se comporter à nouveau comme de 'vrais hommes' et à se tourner vers des modes de vie traditionnels. Une évolution préoccupante, en particulier pour les jeunes femmes et les minorités.»



L'effondrement des démocraties est une mauvaise nouvelle pour toutes les personnes qui rejettent la politique des autocrates: les droits fondamentaux sont restreints, le discours public se polarise, l'instabilité – tant économique que sociale – augmente. Pire, ces reculs ont des répercussions au-delà des frontières nationales. «L'arrêt des fonds de développement par l'Agence des États-Unis pour le développement international fait reculer de plusieurs années des pays qui, grâce à ces paiements, étaient en voie de démocratisation. La remise en question et le rejet des institutions internationales et des Nations unies servent de prétexte à de nombreux gouvernements pour s'éloigner des principes de l'État de droit. Les tensions internationales s'intensifient, les partenariats traditionnels se désagrègent», explique Natasha Wunsch. Il est donc d'autant plus important pour l'Europe et les communautés internationales telles que l'UE de se libérer de leur dépendance vis-à-vis des États-Unis et de tendre vers l'autonomie stratégique. «Nos valeurs et notre politique libérale et démocratique ne peuvent perdurer que si nous prenons nous-mêmes les choses en main.»

Une (re)démocratisation est possible | Bien sûr, les crises démocratiques se multiplient dans le monde entier. Mais elles ne doivent pas faire oublier les pays qui, malgré les défis, progressent dans le renforcement des normes démocratiques. Y compris ceux qui s'étaient engagés sur la voie de l'autocratie. Le rapport V-Dem de 2025 montre que 19 pays sont en cours de démocratisation. Dix d'entre eux ont réussi à inverser une tendance autoritaire et à renforcer à nouveau les institutions démocratiques, notamment les Maldives, la Bolivie, l'Équateur et le Brésil. Dans les neuf autres, la

démocratisation s'est poursuivie de manière constante, six d'entre eux – dont les Fidji, le Monténégro et les Seychelles – ayant entamé ce processus en tant qu'autocraties.

La voie autoritaire n'est pas à sens unique. Il est possible d'en revenir. Les Seychelles, par exemple, ont entamé leur processus de démocratisation en 2012 en partant d'une forme d'autocratie électorale. Elles sont devenues l'une des deux seules démocraties libérales d'Afrique subsaharienne. Au cours des dix dernières années, le pays a introduit des élections libres et équitables, renforcé le contrôle des pouvoirs et créé un espace pour une participation politique sans entrave des citoyen-ne-x-s. Ailleurs, au Guatemala et en Pologne, les efforts de réforme démocratique en cours ont également montré que la reconstruction d'institutions affaiblies, quoique difficile, demeure possible.

Malgré ces exemples vertueux, aucun État, y compris parmi les démocraties établies, n'est à l'abri de la montée des tendances autoritaires. Le phénomène a également des répercussions dans notre pays. «La démocratie suisse est toujours perçue comme extrêmement stable», déclare Natasha Wunsch. «Notre modèle consensuel limite efficacement le pouvoir des acteurs politiques individuels. Mais le durcissement du discours politique et les atteintes à nos libertés et à nos droits montrent clairement que nous ne sommes pas à l'abri des attaques antidémocratiques. Le maintien de la démocratie exige notre participation active et un entretien constant. Car les exemples de l'Amérique de Trump ou de la montée de l'AfD en Allemagne montrent que le vent peut tourner très rapidement. Nous ne devons pas compter sur le fait que la Suisse restera à jamais un havre de paix.» |

◀ Des articles clinquants, notamment des sacs à main en forme d'arme à feu, sont en vente à la boutique « USA Trump Store » lors du CPAC 2024.

« Moi, l'État »

Le culte de la personnalité est une constante des régimes autoritaires. Toujours plus de leaders, y compris en démocratie, cèdent à ses attrait. Par Jean-Marie Banderet

Que peut-il bien y avoir en commun entre un masque exfoliant, une planche à pain, un parapluie et une bougie à l'odeur de courge et de girofle ? Ces objets sont à un clic de la longue cravate rouge emblématique à 110 dollars, ou de la célèbre casquette MAGA qui vous en coûtera 55. Outre une prédominance marquée de la couleur dorée sur la plupart des centaines d'articles, le véritable ciment qui semble donner une certaine cohérence au grand bazar de la page du Trumpstore officiel, c'est le culte – très premier degré – voué au patron de la Maison-Blanche. Et si l'inventaire disponible se situe à mi-chemin entre le catalogue La Redoute et les offres *duty free* dans un vol long-courrier, c'est parce qu'il compile les articles de plusieurs lignes de produits de la Trump Organization. Chaque centime provenant de leur vente finit dans les caisses du conglomerat familial, dirigé par les deux fils aînés du président.

Lors des élections législatives de 2019 qui ont porté Narendra Modi à son deuxième mandat, le Bharatiya Janata Party (BJP) avait développé une application, sur le modèle des plateformes de vente en ligne chinoises. Elle permet, encore aujourd'hui, d'acheter les t-shirts, tasses, casquettes, bracelets ou aimants à l'effigie du premier ministre indien. Avec un slogan équivoque : *One man, one mission, one nation* (un homme, une mission, une nation), la campagne avait choisi

de passer le programme politique du BJP au second plan, pour se focaliser sur la personnalité de « NaMo » et son rôle supposé de protecteur des hindou-e-x-s face aux menaces, externes comme internes.

Que ce soient les assiettes en porcelaine à l'effigie de Xi Jinping, à la mode Mao, vendues dans les boutiques proches de Tiananmen, les matriochkas frappées du portrait de Vladimir Poutine, les reproductions XXL du portrait de l'ayatollah Ali Khamenei, les t-shirts à la gloire d'Abdel Fattah al-Sissi ou de Rodrigo Duterte, ces produits – qu'ils soient officiels ou vendus par des entreprises « amies » – se distinguent toujours par une forme d'apologie ou d'idéalisation de leur sujet.

Derrière le caractère anecdotique des boutiques à la gloire de ces « hommes forts » se cache pourtant un symptôme concret du glissement vers l'autoritarisme : le culte de la personnalité.

Ou plutôt, une « ultrapersonnalisation », comme préfère l'appeler l'historien et politologue Vincent Martigny, qui, avec *Le retour du prince*, consacrait en 2019 un essai à ces figures politiques que l'on croyait disparues. Celui qui est aussi professeur de science politique à l'Université de Nice et à l'École polytechnique juge les termes « culte de la personnalité » comme très connotés historiquement, renvoyant au premier tiers du XX^e siècle et aux régimes totalitaires, qu'ils soient bolchéviques, fascistes ou nazis.

Un phénomène ancien... | La personnalisation du pouvoir n'est pas un phénomène nouveau. « On en trouve déjà des traces chez Jules César, qui fait imprimer son visage sur la monnaie, fait observer Vincent Martigny, ou chez Louis XIV, qui participe à la diffusion massive de son portrait auprès de l'aristocratie mais aussi, plus largement, de la bourgeoisie. »

Antony Dabila, chercheur associé au centre de recherches politiques CEVIPOF, identifie un tournant important dans la seconde moitié du XIX^e siècle. « Il y a toujours eu des leaders forts, incarnés et mis en scène, généralement parce qu'ils étaient déjà titulaires effectifs du pouvoir. En France, la campagne électorale du général Boulanger, souvent considéré comme l'un des premiers phénomènes démagogiques et populistes modernes, viendra changer la donne. Elle s'accompagne d'une diffusion massive de son effigie sur des objets du quotidien : boîtes d'allumettes, tablettes de chocolat, affiches. » Un changement rendu possible par le développement de l'imprimerie industrielle et par les balbutiements de la société de consommation, analyse le chercheur.

... qui se renouvelle | Le XX^e siècle verra se multiplier des objets à l'effigie du Führer, du Duce, de Staline ou d'autres figures autoritaires. « La diffusion d'objets à l'image du leader est une constante historique, indépendamment de la nature idéologique du régime, déclare Vincent Martigny. Ce qui est nouveau, en revanche, c'est l'application de ces recettes à des régimes démocratiques. Des pratiques longtemps associées aux dictatures se retrouvent aujourd'hui dans des systèmes fondés sur le pluralisme. On l'a vu avec Donald Trump, mais aussi plus tôt avec Silvio Berlusconi, dès la fin des années 1990. »

Tout comme pour l'imprimerie pendant la Troisième République, les moyens techniques contemporains accentuent le phénomène. « La reproductibilité massive de l'image, puis la radio, la télévision et aujourd'hui les réseaux sociaux modifient profondément la manière dont le pouvoir est incarné », explique Antony Dabila. Et de préciser : « Le problème n'est jamais le médium en soi. C'est la manière dont il est utilisé : pour convaincre rationnellement, ou alors pour submerger émotionnellement. »

Une analyse que partage Vincent Martigny. Dans *Le retour du prince*, il identifiait trois éléments principaux qui illustrent cette récupération. L'usage des émotions comme mode de communication, d'abord. Que ce soit aimer, pleurer ou manifester de l'inquiétude pour – et avec – les citoyen-ne-x-s, ces émotions sont théâtralisées. « Lorsque Emmanuel Macron déclarait 'je vous aime' au peuple français, il introduisait une émotion intime dans un registre où l'on attend avant tout une capacité à gouverner. » Le deuxième élément est la mise en scène du corps, qui devient un argument politique à part

entière. « Qu'il s'agisse de Vladimir Poutine torse nu à cheval ou d'Emmanuel Macron photographié frappant un sac de boxe, on assiste à un façonnement symbolique du corps du leader. Justin Trudeau, par exemple, a vu sa carrière décoller après un combat de boxe très médiatisé contre un adversaire politique. » Enfin, le troisième élément est la confusion entre le réel et la fiction. « Barack Obama faisant référence à la série *House of Cards*, Donald Trump diffusant des images de lui en Jules César ou en aigle impérial, l'usage croissant de montages, de *deepfakes* ou de détournements numériques brouille les frontières entre représentation politique et divertissement. »

« La généralisation du 'merchandising' autour d'une personne plutôt que d'une organisation politique pourrait être qualifiée de 'branding' politique. Dans certains cas, la figure du leader devient une véritable marque commerciale. » Vincent Martigny

Et lorsque ces travers sont détournés pour en faire de la satire, les risques d'un glissement antidémocratique ne sont pas écartés. Car comme le souligne Antony Dabila : « La montée de l'*infotainment* et la raillerie permanente affaiblissent la possibilité du compromis démocratique en transformant l'adversaire en figure ridicule plutôt qu'en interlocuteur. » Pire, le pouvoir produit parfois lui-même sa propre caricature, ajoute Vincent Martigny. « Les dirigeants adoptent volontairement des postures bouffonnes, grotesques ou provocatrices. Dès lors, la satire perd une partie de sa fonction critique. »

Vigilance de mise | « L'hyperpersonnalisation est le symptôme d'un rapprochement préoccupant entre les pratiques du pouvoir en démocratie et celles d'un régime autoritaire, déclare Vincent Martigny. On a cru rendre les démocraties plus efficaces en recentrant le pouvoir sur des individus plutôt que sur des collectifs. Nous en payons aujourd'hui le prix. » Pour Antony Dabila, « il n'existe pas encore de réponse démocratique pleinement satisfaisante à ces évolutions, mais reconnaître le problème est déjà un premier pas. » Si la ligne est très fine, il y a cependant des indicateurs d'un glissement vers l'autoritarisme qui doivent nous interpeller lorsqu'ils passent au rouge. Car comme le résume Vincent Martigny, « en démocratie, le pouvoir est une chaise vide. Lorsqu'un individu cherche à s'y installer durablement, c'est le signe d'une dérive autoritaire. » |

◀ « Le Portugal a besoin d'un nettoyage » : avec ce slogan, *Chega!* vise à la fois l'immigration, la corruption et les opposants de Ventura, tracés d'une croix rouge.

de la moderniser. Depuis, à part les coups médiatiques de Ventura, les références à *l'Estado Novo* restent ponctuelles et sont absentes de la communication officielle du parti. Car une grande majorité de Portugais·e·x·s, y compris à droite, l'associe encore à une époque sombre, et André Ventura a conscience d'emprunter une ligne de crête particulièrement dangereuse.

Cependant, la prise de parole de ce dernier à l'assemblée pour invoquer les « trois Salazar » a ouvert une brèche. Quelques jours plus tard, le 10 novembre, Ossanda Liber, présidente du mouvement de droite conservatrice *Nova Direita*, publiait une vidéo plutôt étrange sur Instagram. On la voit déplorer que Netflix ne produise pas de documentaires sur Salazar, alors qu'il en existe sur Mussolini, Hitler ou Franco. Avant d'affirmer : « Si j'en avais le pouvoir, j'utiliserais des fonds pour des productions qui racontent notre histoire de façon honnête, pour que les jeunes de ce pays et du monde entier puissent connaître la grandeur du Portugal. »

Cette vidéo a été repostée par le chegiste Antonio Pinto Pereira, membre de l'Assemblée de la République entre 2024 et 2025. Il ajoute en description : « Quand André Ventura mentionne Salazar, on voit bien que le régime fait tout pour garder le silence sur la grandeur historique de notre pays. Nous n'avons retenu que les mauvais moments de *l'Estado Novo*. Cela nous empêche d'avoir un regard rigoureux sur notre passé et conditionne le présent et l'avenir du Portugal. »

L'incorrupible | On comprend que par « grandeur du Portugal », on évoque l'empire colonial, tombé avec la dictature. Mais c'est surtout la figure du « Salazar incorruptible » qui est mise en avant par les chegistes, à l'image des propos tenus par André Ventura à l'assemblée. La lutte contre la corruption est en effet l'un des axes de communication principaux du parti, aux côtés de la lutte contre l'immigration et pour l'ordre dans les rues.

Car plusieurs affaires ont éclaboussé le Portugal ces dernières années. Le premier ministre Antonio Costa a dû démissionner en 2023, et son prédécesseur José Socrates est embourbé dans des affaires judiciaires depuis 2014. « Ventura tente d'imposer l'idée que, depuis la révolution, les élites des deux partis qui se partagent le pouvoir sont gangrenées par la corruption. Et donc qu'il n'y a jamais eu de réelle démocratie. Salazar avait su imposer une image de droiture, et a contrario aujourd'hui, dans une démocratie, les affaires de corruption sont rendues plus facilement publiques grâce à l'indépendance de la justice et à la liberté de la presse notamment », explique Victor Pereira.

Or, ce narratif que *Chega!* tente d'imposer trouve bel et bien un écho au sein d'une partie de l'électorat. Comme

chez Francesco*, 40 ans, qui vit depuis quelques années au Royaume-Uni : « Je ne dis pas que l'époque de Salazar était meilleure. Mais au niveau du pouvoir exécutif, ça n'avait rien à voir avec aujourd'hui : les finances et les ministres étaient bien mieux contrôlés. » S'il ne précise pas pour qui il vote, il est convaincu que le Portugal a besoin d'un leader fort, capable de remettre de l'ordre.

L'héritage de la révolution | La critique contre le régime républicain en vigueur au Portugal est donc lourde. Pour le journaliste suisse-portugais Gabriel Capela, c'est bel et bien l'héritage de la révolution qui est dans le viseur du leader de *Chega!* : « A chaque fois qu'il intervient à l'assemblée pour parler du 25 avril, c'est pour se montrer critique. Il met par exemple en avant le sort des colons portugais expulsés d'Afrique. »

André Ventura ne cache en effet pas ses réticences à l'égard de la révolution du 25 avril 1974, porteuse de valeurs de gauche. Il y oppose la date du 25 novembre 1975. Ce jour-là, un coup d'Etat communiste échoue, mettant un terme au « Processus révolutionnaire en cours », né de la Révolution des œillets. Selon Ventura, le Portugal a évité le pire. Mauro Bento constate que ces attaques répétées contre le 25 avril ont un effet : « On entend des gens interroger le fait que ça reste un jour férié ou non. C'était inconcevable il y a peu. »

Ventura va jusqu'à prôner la rédaction d'une nouvelle Constitution, et donc l'abandon de celle héritée de la Révolution des œillets. « Je pense que la haine du 25 avril est un vrai moteur de sa pensée, et qu'il essaie autant que possible de déstabiliser le consensus post-1974, qui condamne la colonisation, qui mise sur un État-providence fort », analyse Gabriel Capela.

Funambulisme | Une nouvelle Constitution qui permettrait d'abandonner les valeurs à l'origine de la démocratie portugaise et de glisser vers un régime plus autoritaire ? Pour l'heure, impossible de l'affirmer. Ventura manie l'ambiguïté d'une main de maître. Il avait notamment déclaré il y a quelques années, après avoir critiqué le bilan économique du dictateur : « Pas besoin d'un Salazar à chaque coin de rue, mais il faut un André Ventura à chaque coin de rue. »

Une citation symptomatique : Ventura se distancie de Salazar, tout en évoquant un imaginaire salazariste – celui de l'homme providentiel, de l'ordre, de la nostalgie d'une grandeur perdue. « Il aime jouer avec ces codes, la fenêtre d'Overton se déplace. Ventura mène une guerre culturelle », conclut Gabriel Capela. Et la part électorale de *Chega!* continue à croître. |

* Prénom d'emprunt.

Nostalgie artificielle

Au Portugal, le parti d'extrême droite « Chega ! » multiplie les références à la dictature de Salazar, séduisant un électorat qui n'a pas vécu cette période sombre. Par Baptiste Fellay

« Je n'ai aucune nostalgie pour une époque que je n'ai pas connue. Mais je sais une chose : il faudrait un, deux ou trois Salazar pour évincer la corruption de ce pays. » Une telle invocation du dictateur portugais, qui a régné pendant près de quarante ans, semblait inimaginable. Le député André Ventura la balançait en plein cœur de l'Assemblée de la République portugaise en octobre 2025, trois mois avant de se qualifier pour le second tour de l'élection présidentielle, le 18 janvier dernier. Le score du leader d'extrême droite est historique, et confirme son parti *Chega!* (ça suffit !) comme principale force d'opposition dans le pays.

Ces récents événements sont peut-être le signe qu'un tabou est en train de tomber au Portugal. « Il n'a jamais été rentable politiquement de se réclamer de Salazar ou de son régime, *l'Estado Novo*. Quand la dictature est tombée, l'idée qu'il s'agissait d'une page sombre, de misère, de totalitarisme et de guerre, a immédiatement fédéré toute la société », explique Victor Pereira, chercheur à l'Université nouvelle de Lisbonne, spécialisé en histoire contemporaine du Portugal et maître de conférences à l'Université de Pau.

Chamboulement politique | Seulement, l'arrivée de *Chega!* dans le paysage politique a eu l'effet d'un tremblement de terre. Le parti d'extrême droite est en effet passé d'un seul député élu en 2019, l'année de sa création, à 60 lors

des législatives anticipées de 2025. Son leader ne se gêne plus de mobiliser la figure de Salazar pour faire réagir et occuper l'espace médiatique, tout en flattant une vieille garde réellement nostalgique. Et ce, sans craindre de froisser son électorat, « qui est jeune et n'a pas connu la dictature. Les plus âgés ne soutiennent de toute façon pas *Chega!*, ils votent majoritairement socialiste ou social-démocrate, les partis qui ont fondé la démocratie », ajoute Victor Pereira.

Les Portugais·e·x·s qui ont vécu la dictature comme adultes ont aujourd'hui au moins 70 ans. Mauro Bento est membre de l'Association 25 avril, basée à Genève et dédiée à la préservation de la mémoire de la Révolution des œillets, le 25 avril 1974. Il constate que la part de la population qui s'offusque des provocations chegistes, bien que majoritaire, a tendance à diminuer : « Chez beaucoup, la frustration est grande en raison d'une croissance économique dont ils ne profitent pas. Ils en rendent responsables les partis gouvernementaux historiques. Or, quand Ventura parle du salazarisme, cela incarne l'inconnu pour beaucoup, voire en quelque sorte un renouveau. »

Comme un parfum de révisionnisme | Dès 2019, *Chega!* choisit comme slogan pour sa campagne aux législatives « Dieu, la patrie, la famille et le travail », ajoutant le mot « travail » à la devise salazariste dans l'idée

◀ À Saint-Pétersbourg, les boutique de souvenirs proposent des statuettes du dictateur soviétique Joseph Staline et du président russe Vladimir Poutine.



© Dmitri Lovetsky/AP Photo

Une technique éprouvée

En Russie, le président Vladimir Poutine a petit à petit (ré)instauré la peur comme un outil pour asseoir son pouvoir. Analyse d'un glissement progressif. Par Artem Efimov*

Lorsque Vladimir Poutine a pris ses fonctions au Kremlin, l'une de ses premières actions aurait été de demander aux archives les transcriptions classifiées des réunions du Politburo de l'époque stalinienne. C'est ce que m'avait rapporté une connaissance qui travaillait au sein de l'administration présidentielle au début des années 2000. Les documents auraient été livrés par caisses. Il les aurait étudiés avec attention jusque tard dans la nuit. Si cette histoire n'est pas à prendre au pied de la lettre, elle recèle une vérité plus profonde.

En Russie, le débat autour de Staline est toujours d'actualité. Était-il un « tyran sanguinaire » ou un « gestionnaire efficace » ? Derrière cette question se cache un autre débat : les citoyen·ne·x·s doivent-ils craindre leur État ?

L'idée de la peur comme instrument de gouvernance a toujours été chère à Poutine. Lorsqu'il a rejoint le KGB au milieu des années 1970, celui-ci obéissait à une idéologie

basée sur la terreur au sens robespierrien du terme : l'État est fondé sur la vertu, comprise comme la loyauté envers l'URSS, et punit ceux qui s'en écartent. En 1999, Poutine prend la tête du FSB (qui a succédé au KGB) et installe une plaque commémorative sur son siège. Elle honore l'auteur de cette idéologie, Youri Andropov, chef du KGB entre 1967 et 1982 et secrétaire général du Parti de 1982 à 1984.

Le répit après Staline | De 1953 à 1991, la Russie a connu une ère de libération de l'emprise de la terreur entretenue par l'État. Après Staline, ses successeurs ont conclu une sorte de pacte : ils partageraient le pouvoir sans s'entretuer. Au cours des années qui suivront, ceux d'entre eux qui perdent les luttes d'influence seront simplement mis au placard. Une détente dans la répression par le pouvoir qui se fait également sentir dans la société. Une remarque

politique imprudente ou des blagues pouvaient certes toujours vous coûter votre promotion, voire votre emploi, mais pas vous conduire en prison.

Cette ère a connu son point d'orgue en août 1991, lorsqu'une foule en colère démolissait le monument dédié à Félix Dzerjinski, le fondateur de la police secrète soviétique. Quatre mois plus tard, l'URSS cessait d'exister.

Retour de bâton | L'arrivée de Poutine a commencé par la restauration de facto du système de la nomenklatura, avec ses privilèges. Et la peur a également fait son retour dans ce système. En 2000, l'oligarque Vladimir Gusinsky était emprisonné et contraint de vendre les actifs de son empire médiatique à la société publique Gazprom. Un mois plus tard, il était libéré et quittait immédiatement la Russie. Puis en 2003, un autre oligarque, Mikhaïl Khodorkovski, était arrêté – officiellement pour évasion fiscale, mais en réalité pour ses ambitions politiques. Contrairement à Gusinsky, Khodorkovski n'a pas reculé. Un entêtement qui lui vaudra dix ans en prison, après quoi il sera lui aussi expulsé du pays.

Malgré cela, au cours de ses deux premiers mandats, le succès économique et les manœuvres politiques habiles suffisaient à Poutine pour conserver le pouvoir et la violence d'État restait faible. Le système a commencé à se fissurer en 2008, lorsque Poutine a cédé la présidence à Dmitri Medvedev pour respecter les formalités constitutionnelles. Il s'est complètement effondré en 2011, lorsque Poutine a annoncé son retour au Kremlin. La frustration suscitée par ce retour a débouché sur les plus grandes manifestations de l'histoire russe contemporaine. La plupart de ses soutiens l'ont lâché. Ne pouvant plus être fédérateur, on décide d'en faire un leader conservateur. Et d'asseoir son pouvoir par la peur.

Nouveaux boucs émissaires | Pour mobiliser la « majorité silencieuse », le Kremlin a commencé à attiser la panique morale, empruntée aux conservateur·rice·x·s occidentaux·ales. Il y a d'abord eu les attaques contre les « Moscovites fortunés » qui protestent au lieu de travailler, méprisent les « gens ordinaires » et préfèrent l'Occident décadent à la Russie. Puis, l'image de « l'Autre » hostile s'est cristallisée dans les Pussy Riot – en 2012, les membres de ce groupe russe de punk féministe ont été condamnés à deux ans de prison pour une performance contestataire dans une église. La même année, la loi sur les « agents étrangers » a été adoptée, suivie en 2013 par l'interdiction de la « propagande LGBT ». Le message était toujours le même : l'opposition entre « nous – les Russes simples, honnêtes, travailleurs et patriotes » et « eux – les traîtres, les blasphémateurs et les pervers » qui parasitent la société.

En 2015, Boris Nemtsov, un ancien gouverneur et vice-premier ministre, est abattu à quelques pas des murs du Kremlin. Il est fort probable que Poutine n'ait pas ordonné son assassinat. Mais il avait clairement fait savoir que les garanties d'immunité ne s'appliquaient plus à cet ancien membre de la nomenklatura. Tout au long des années 2010, la répression s'est progressivement intensifiée. Le cas le plus médiatisé a été l'arrestation du ministre de l'Économie Alexeï Oulioukaïev, en 2016. L'annexion de la Crimée en 2014 est en quelque sorte une prolongation de ce même revirement. Désormais, en matière de politique étrangère comme dans les affaires intérieures, Poutine adoptera le même principe : s'ils ne nous apprécient pas ou ne nous respectent pas, alors qu'ils nous craignent.

La presse et les médias n'échappent pas non plus à la peur. C'est aussi en 2014 que beaucoup de mes collègues ont fait le choix de quitter la Russie, car iels ne voyaient plus aucun avenir pour le journalisme authentique. Parmi ces personnes, il y avait Galina Timchenko, mon amie et mentor. Elle a été démise de ses fonctions de rédactrice en chef de Lenta.ru, alors l'un des plus grands médias indépendants de Russie, pour avoir couvert de manière critique l'annexion de la Crimée. Presque toute la rédaction a démissionné en signe de protestation. Peu après, elle a cofondé Meduza, dont le siège se trouve à Riga, en Lettonie. Plusieurs médias avec lesquels je travaillais ont subi à peu près le même sort que Lenta.ru.

L'invasion à grande échelle de l'Ukraine, le 24 février 2022, n'a fait que pousser à l'extrême une tendance qui s'était développée au cours de la décennie précédente.

Je n'oserais pas affirmer que la « Grande Terreur » est de retour pour les personnes qui sont restées. La Russie ne procède toujours pas à des exécutions. Mais mentionner les crimes de guerre commis en Ukraine, ou même remettre en question l'opportunité politique de l'invasion de 2022 peut désormais vous coûter cher. Vous pouvez perdre votre emploi à cause d'un « état d'esprit peu enthousiaste », comme le disait un roman dissident soviétique. On exige désormais des « Russes ordinaires » qu'ils craignent et détestent l'Ukraine, l'Occident, les « agents étrangers », l'opposition et la communauté LGBTQIA+, non pas parce que ces groupes menaceraient la vertu, mais simplement parce que c'est ainsi que l'on démontre sa loyauté envers le régime. Si Poutine a vraiment étudié les documents de l'ère stalinienne avec autant d'assiduité que l'affirme mon ami, alors il a clairement beaucoup appris. |

* Artem Efimov est historien et rédacteur en chef de la newsletter sur Signal du média indépendant Meduza.



◀ Des Israélien-ne-x-s manifestent contre Benjamin Netanyahu à Jérusalem à la veille de sa comparution devant un tribunal, en février 2021, pour répondre aux accusations de corruption portées contre lui. L'audience sera reportée en raison de la pandémie.

Les tribunaux en ligne de mire

En insultant et en menaçant les juges, le gouvernement du premier ministre Benjamin Netanyahu restreint l'influence du pouvoir judiciaire pour renforcer son propre pouvoir. Par Maria Sterkl*

« Un mégalomane violent qui sape la démocratie israélienne. » Par ces mots, le ministre israélien des Finances, Bezalel Smotrich, ne désignait pas un dirigeant du Hamas, mais le président de la Cour suprême d'Israël. Un dérapage isolé ? Pas du tout.

Aujourd'hui en Israël, il est devenu acceptable de dénigrer la justice. Le gouvernement montre l'exemple : des politicien-ne-x-s de haut rang accusent les gardien-ne-x-s de la loi de trahison et les qualifient d'ennemi-e-x-s du peuple. Récemment, le premier ministre, Benjamin Netanyahu, qualifiait les procureur-e-x-s comme étant « malveillants et imprudents ».

« Le procureur général est un criminel », déclarait pour sa part le ministre de la Sécurité, Itamar Ben Gvir. « Le président de la Cour suprême est un clown », renchérisait le ministre de la Diaspora, Amichai Chikli. Une campagne de

dénigrement qui n'est pas sans conséquence. Depuis des années, le procureur général et les président-e-x-s de la Cour suprême sont confronté-e-x-s à des menaces de mort.

C'est Benjamin Netanyahu lui-même qui a lancé et encouragé cette campagne de dénigrement. Certain-e-x-s pensent qu'il s'agit pour lui de détourner l'attention de son propre procès pour corruption et de diffamer les personnes qui l'accusent. Mais cette explication ne suffit pas.

Érosion de l'État de droit | Dans de nombreuses démocraties, présenter la justice sous son jour le plus défavorable possible est le signe d'une dérive vers un régime autoritaire. En Israël, cette tendance ne se limite plus depuis longtemps à la rhétorique. La campagne de calomnies contre l'État de droit accompagne une politique qui vise à étendre le pouvoir du gouvernement et à éliminer tout ce qui s'y oppose.

Il s'agit d'une lutte menée non seulement contre la justice, mais aussi contre la liberté de la presse et les organisations de la société civile. La lutte contre la justice est toutefois prioritaire : en effet, c'est la Cour suprême qui freine l'exécutif lorsqu'il souhaite restreindre les médias et les ONG.

L'actuel président de la Cour suprême, Yitzchak Amit, est un homme réfléchi. Âgé de 68 ans, fils de survivant-e-s de l'Holocauste installé-e-s dans un quartier défavorisé du sud de Tel-Aviv, il a effectué son service militaire dans une unité des services secrets, avant d'étudier le droit à Jérusalem. Son premier poste de juge l'a conduit dans la ville d'Acre, dont un tiers de la population est arabe. Depuis 2009, il siège à la Cour suprême. Parmi les juristes, personne ne doutait qu'il succéderait en 2024 à la présidente sortante, Esther Hayut.

Cela n'a toutefois pas empêché le ministre conservateur de la Justice, Yariv Levin, de bloquer l'élection de Yitzchak Amit, car ce dernier avait à plusieurs reprises entravé les abus de pouvoir du gouvernement Netanyahu. Ironiquement, c'est la Cour suprême qui a déclaré illégal le blocage voulu par Yariv Levin.

Le ministre de la Justice ne le reconnaît toutefois pas et tente par tous les moyens de juguler l'action de Yitzchak Amit. Il refuse toute concertation, quand bien même l'une de ses tâches de ministre consiste à se coordonner avec le président de la Cour suprême. Il traîne le juge suprême devant l'autorité disciplinaire pour des broutilles. Il a appelé tous les ministres à ignorer certaines décisions de la Cour suprême.

Sur les 15 sièges de la Cour suprême, quatre postes de juge restent vacants, car Yariv Levin refuse les nouvelles candidatures. Une décision calculée : moins la Cour suprême dispose de personnel, plus elle est affaiblie. Comme ce sont principalement des juges libéraux-ale-x-s qui ont pris leur retraite récemment, la Cour est désormais à majorité conservatrice. Une tendance que l'on constate dans les récentes décisions de la Cour suprême.

Dans l'ombre de Gaza | Si l'on en est arrivé là, c'est en partie à cause de la guerre à Gaza. Le gouvernement avait déjà par le passé tenté de limiter le rôle de la Cour suprême en proposant une réforme judiciaire. Jusqu'à présent, l'institution judiciaire vérifiait la légalité des lois votées par le parlement, ce qui déplaisait fortement au gouvernement. La réforme judiciaire a donc été l'un des premiers projets présentés au public par le cabinet de Netanyahu après son élection en 2022. La population a réagi de façon claire et nette. Pendant des semaines, les gens sont descendus en masse dans la rue, ont bloqué les autoroutes, déclaré des grèves et contraint le ministre de la Justice à renoncer à son projet.

Dans l'ombre de l'intervention à Gaza, le gouvernement s'est attelé à affaiblir à nouveau le pouvoir judiciaire. « Alors que l'opinion publique critique en Israël était occupée à se battre pour le retour des otages, le ministre de la Justice a vu là une opportunité », explique Yaniv Roznai, professeur de droit à l'Université Reichman de Herzliya. Cette fois-ci, cependant, Yariv Levin n'a pas immédiatement dévoilé tous ses plans. « Le gouvernement a tiré les leçons du passé. » Alors que sur le terrain, les combats faisaient rage, différent-e-x-s député-e-x-s des partis au pouvoir ont proposé de nombreuses petites modifications législatives.

Cette démarche s'est accompagnée du refus du ministre de la Justice de convoquer le comité chargé de nommer les nouveaux juges. Comme ce comité ne s'était plus réuni depuis le 7 octobre 2023, aucun juge – du tribunal de district à la Cour suprême – n'a pu être nommé. Ce n'est que sous la pression de la Cour suprême que 200 postes vacants ont pu être pourvus d'un seul coup. Cependant, depuis 2024, aucune nouvelle nomination n'a eu lieu, le ministre de la Justice bloquant à nouveau le recrutement de personnel, de sorte que les tribunaux croulent sous le poids des affaires en attente. « Au final, tous les Israéliens en souffrent », ajoute Yaniv Roznai.

La démocratie en péril | Comme tous les sondages indiquent que le gouvernement Netanyahu ne survivra pas aux élections de cette année, celui-ci tente de consolider les réformes judiciaires. Les partis de la coalition ont adopté une loi qui confie la nomination des futur-e-x-s juges aux partis. Une évolution dangereuse, selon Yaniv Roznai : « Un juge chargé d'une affaire de violence commise par des colons sait que ce sont les politiciens qui décideront de sa promotion. Comment cela pourrait-il ne pas l'influencer ? »

Dans une enquête menée par l'Institut israélien pour la démocratie, 45 % des personnes interrogées déclarent que la démocratie israélienne est en moins bon état que d'autres. Depuis 2023, l'institut *Varieties of Democracy* ne classe plus Israël que comme une démocratie électorale. Autre conséquence de la politique du gouvernement : la confiance dans l'État de droit de la population d'obédience libérale a été ébranlée par ces ingérences du pouvoir dans le système judiciaire. Les partisan-e-x-s de Netanyahu, quant à eux, croient au mythe répété à l'envi selon lequel un « État fantôme » de gauche gouvernerait le pays et utiliserait la justice pour réprimer la « volonté du peuple ». |

* Maria Sterkl est correspondante à Jérusalem pour plusieurs titres de presse en langue allemande.

◀ En réaction à la condamnation de l'ancien président Jair Bolsonaro à 27 ans de prison par la Cour suprême, des Brésiliens manifestent leur joie dans les rues de São Paulo en septembre 2025.



Une parenthèse autoritaire

Pour de nombreuses personnes au Brésil, la destitution de Jair Bolsonaro était un soulagement. Mais le danger d'un retour de l'autocratie n'est pas encore écarté. Par Sandra Weiss*

Le mandat présidentiel du populiste de droite Jair Bolsonaro a tenu tout le Brésil en haleine pendant quatre ans. Le président avait fait des insultes envers les journalistes et les autochtones, de la haine de la gauche ainsi que de la déforestation de l'Amazonie sa marque de fabrique. Destitué en octobre 2022, l'ancien président n'a toutefois pas voulu accepter la décision du peuple. Le 8 janvier 2023, des bolsonaristes en colère avaient pris d'assaut plusieurs bâtiments publics de la capitale Brasília afin d'empêcher la prise de fonction de son successeur de gauche, Luiz Inácio Lula da Silva. Un moment critique.

L'événement avait fait renaître les souvenirs du putsch militaire de 1964. Cependant, les forces de sécurité ont rapidement maîtrisé les troubles, les insurgés ont été arrêtés et le nouveau gouvernement a immédiatement ouvert une enquête pour tentative de coup d'État. L'invasion des lieux de pouvoir a surtout montré que la démocratie brésilienne était à nouveau en péril. Contrairement à 1964, les militaires étaient divisés cette fois : la marine était prête à soutenir Bolsonaro, tandis que l'armée de terre et l'armée de l'air y étaient opposées.

Le danger semble désormais écarté. Jair Bolsonaro purge depuis novembre 2025 une peine de vingt-sept ans de prison. Le soutien de son allié du Nord, le président étasunien Donald Trump, ne lui a pas été d'un grand secours. Ce dernier a menacé le Brésil d'imposer des droits de douane punitifs de 50 % si, entre autres, « la chasse aux sorcières contre

Bolsonaro » n'était pas arrêtée. Le fils de l'ex-président, Eduardo Bolsonaro, avait mis à profit ses contacts dans le camp Trump. Sans succès. Bolsonaro emprisonné, Trump s'est mis d'accord avec Lula et les sanctions douanières n'ont pas été appliqués.

Isolé malgré lui | Ce n'est pas tant le scénario – celui utilisé par Bolsonaro pour arriver au pouvoir était semblable à ceux des autres populistes – qui fait la singularité de la transformation autoritaire qu'a vécue le Brésil. Lors de la première réunion de son gouvernement en janvier 2019, le président avait ordonné le licenciement de toutes les fonctionnaires ayant des « idées communistes ». Dans le même temps, il avait nommé plus de 2000 militaires à des postes gouvernementaux et approuvé la vente de 700 000 entreprises et biens immobiliers publics. Soi-disant pour alléger l'appareil d'État, mais en réalité pour attribuer des contrats à ses soutiens. Il avait également dissous les conseils consultatifs sur l'environnement et fermé les centres de protection des femmes.

Il est pourtant rapidement apparu que Jair Bolsonaro manquait quelque peu d'envergure politique, et son équipe de conseiller-ère-x-s de sens stratégique. Son attitude agressive lui a valu des critiques, même de la part de ses alliés-x-s. Il s'est brouillé avec le président de son parti et a fondé sa propre alliance. Une erreur tactique qui lui coûtera sa base au Congrès.

Dans le système brésilien, il est indispensable pour tout président d'entretenir de bonnes relations avec le Congrès. Contrairement aux États-Unis – où le président peut facilement gouverner par décrets –, chaque arrêté du chef de l'État brésilien doit être examiné par la Cour suprême et obtenir l'accord du parlement, fortement fragmenté en raison du système électoral proportionnel.

Le pouvoir appartient au bloc de centre-droit du *Centrão*, dont les membres vendent leurs voix soit à des secteurs économiques, soit au président en fonction, en échange de projets clientélistes dans leurs circonscriptions électorales. Le président Bolsonaro avait sous-estimé le Congrès national, avec pour conséquence l'échec de projets tels que la réforme des retraites.

Le Brésil dispose en outre de deux autres remparts contre l'autoritarisme. D'une part, une société dans laquelle les échanges personnels et les rituels communautaires, comme les célébrations ou les services religieux, sont importants. Des psychologues ont découvert que ces pratiques sociales permettaient de limiter la radicalisation – tandis que l'isolement devant un écran favorise au contraire les positions radicales.

L'importance de la fonction publique, ensuite, limite également les dérives autoritaires. Au niveau fédéral, des milliers de postes – que ce soit dans la justice, aux Ministères des finances et des affaires étrangères, dans la police et dans les autorités de régulation – sont pourvus à vie par voie de concours. Ces fonctionnaires très professionnels et fidèles à la Constitution ont régulièrement bloqué les décrets illégaux de Jair Bolsonaro.

Grain de sable | Mais c'est un événement externe qui aura marqué le tournant le plus important. Le différend sur la gestion de la pandémie de Covid-19 et le fait que Jair Bolsonaro s'opposait aux confinements, aux masques et à la vaccination obligatoire, ont conduit à une crise institutionnelle, dont l'ex-président est ressorti affaibli. En avril 2020, la Cour suprême a décidé que les mesures contre le Covid ne pouvaient être mises en œuvre qu'avec la participation des gouverneur-x-s et des maires. Un verdict privant de fait le président du contrôle exclusif de la gestion de la pandémie, contre lequel il s'est indigné, insultant les juges de la Cour suprême et appelant ses soutiens à manifester.

Mais les magistrats-x-s ont réagi rapidement et sévèrement. Des enquêtes sur Bolsonaro et son réseau de partisan-x-s ont été ouvertes. Les comptes d'agitateur-x-s de droite ont été bloqués sur les réseaux sociaux, obligeant les géants technologiques tels que X à se plier à cette décision. Le juge Alexandre de Moraes, particulièrement implacable, est devenu la cible personnelle de Bolsonaro.

En visant personnellement le juge de Moraes, l'ex-président espérait le démoraliser, le contraindre à la démission et en faire un exemple. Mais Bolsonaro s'en est pris à la mauvaise personne. L'intrépide magistrat a riposté, devenant la figure de proue des opposant-x-s. Même les médias de gauche ont salué le juge conservateur comme un défenseur de la démocratie. Ce conflit et les plus de 700 000 morts causés par la pandémie ont revigoré l'opposition.

Une fronde amplifiée par les médias | Les médias critiques ont contribué à la désillusion qui s'est emparée des Brésiliens-x-s. L'élite bourgeoise était également parvenue à la conclusion que Bolsonaro nuisait au pays et à ses intérêts. Les grands titres conservateurs *Folha de S. Paulo* et *O Globo* ont ainsi révélé des scandales de corruption, détériorant l'image de Bolsonaro qui se présentait comme un combattant contre les malversations. Les cadeaux luxueux offerts par les États du Golfe – diamants, montres et bijoux en or – revendus pour s'enrichir personnellement ont particulièrement nui à sa crédibilité dans le milieu évangélique, très strict sur le plan moral.

Le site d'information de gauche Intercept Brasil a également joué un rôle déterminant, en publiant des conversations secrètes qui ont discrédité le ministre de la Justice en le présentant comme partial. Ces fuites ont abouti à l'annulation du jugement contre l'ancien président de gauche Luiz Inácio Lula da Silva. Ce dernier a été libéré fin 2019 après un an et demi de détention. Le Parti des travailleurs (PT), de gauche, a ainsi retrouvé son leader historique très populaire. Son image avait certes été ternie par des soupçons de corruption, mais son retour sur la scène politique a finalement créé une dynamique qui a opposé à la campagne haineuse de Bolsonaro un discours positif sur un Brésil inclusif.

Le danger n'est pas écarté | C'est un « mélange brésilien » très particulier de facteurs et de circonstances qui a permis à la démocratie de l'emporter. Cependant, le danger n'est en aucun cas écarté. La gauche brésilienne n'a réussi ni à moderniser son programme ni à former un successeur à Lula, qui se représentera donc en 2026, à près de 80 ans. La société n'est certes plus aussi polarisée qu'en 2018, mais le bolsonarisme dispose encore d'un électorat de près de 30 % et a provoqué un virage à droite dans la réalité politique et sociale. Il reste à voir comment cette nouvelle droite va évoluer au Brésil. Son candidat à la présidence, dont le nom n'est pas encore connu, jouera sans doute un rôle important. |

* Sandra Weiss est correspondante indépendante en Amérique latine et écrit régulièrement pour des médias en langue allemande comme « Die Zeit » ou « Die Welt ».



◀ Un homme colle une affiche qui met à prix la tête de Nicolás Maduro, près de l'ambassade du Venezuela à Lima, le 3 janvier 2026, après que les forces américaines l'ont capturé.

autorités américaines ont annoncé qu'elles «dirigeraient» le pays jusqu'à une transition démocratique, et qu'elles prendraient le contrôle des vastes réserves de pétrole vénézuélien. Pour tenter de légitimer cette opération, Donald Trump s'est réapproprié la doctrine Monroe, régulièrement invoquée par les États-Unis pour justifier leurs ingérences en Amérique latine. Vieux de plus de deux cents ans, ce principe politique considère le sous-continent comme la chasse gardée de Washington, toute immixtion de puissances extérieures étant perçue comme une menace. Pour de nombreux analystes, l'objectif est ici de limiter l'influence de pays comme la Russie, la Chine ou l'Iran, tout en reprenant la main sur les ressources pétrolières.

À Lima, Yelitza Véliz a appris la nouvelle «avec des sentiments mitigés». «J'ai eu peur pour mes compatriotes. Mais j'ai surtout ressenti beaucoup de joie, car le Venezuela va enfin être libre.» À travers le monde, des milliers de personnes de la diaspora ont elles aussi célébré cette annonce. «Mes proches restés sur place vivent dans l'incertitude, nuance Yelitza. Tant que les politiques alliés de Maduro resteront en poste, ils ne voient pas de réel changement possible.» Le lendemain, la Cour suprême vénézuélienne a confié la présidence par intérim à Delcy Rodríguez, vice-présidente et collaboratrice de confiance de l'ancien dirigeant. La cheffe de l'opposition, María Corina Machado, Prix Nobel de la paix 2025, a quant à elle été évincée de la transition politique en cours.

Un lieu d'ancrage | Longtemps perçu comme une zone de transit, le Pérou est aujourd'hui un lieu d'ancrage majeur pour les Vénézuélien-ne-x-s de la diaspora. Une tendance favorisée par la mise en place en 2017 d'un permis temporaire de séjour. L'économie informelle y est aussi massive – elle représente plus de 70 % de la population active selon

l'OCDE –, facilitant l'accès rapide à un travail, quoique souvent précaire. Yelitza Véliz vend du pop-corn dans la rue, sa sœur des casquettes. Parfois, leurs revenus ne suffisent pas pour le loyer mensuel de 1300 soles – un peu plus de 300 francs suisses. «On emprunte à des amis péruviens pour tenir, raconte-t-elle. La vie est dure, mais c'est toujours mieux qu'au Venezuela.»

La survie, Maholy Sánchez en connaît le prix. Engagée pendant des années dans la lutte sociale contre le pouvoir de Nicolás Maduro, elle descend dans la rue malgré la répression. Son ex-mari, militaire, participe lui aussi à la contestation au sein d'un mouvement de jeunes protestataires, *La Resistencia*, rapidement criminalisé par le régime. Par le bouche à oreille, un officier supérieur les prévient qu'un mandat d'arrêt pourrait être émis. «Nous courions le risque d'être accusés de trahison, ce qui est passible de la peine maximale», soit trente ans de prison, se remémore la criminologue de 35 ans. En décembre 2017, le couple n'a plus le choix. Maholy et son mari préparent leurs valises dans l'urgence et fuient à la faveur de la nuit avec neuf autres membres de leur famille.

Après sept jours de route éreintants à travers la Colombie et l'Équateur, iels atteignent enfin le Pérou. Maholy sera la seule à pouvoir s'y installer durablement. «Faute d'opportunités professionnelles, les autres ont dû partir en Europe», explique-t-elle, ses doigts au vernis argenté tapotant nerveusement un bureau de l'association *VeneActiva* à Lima. Régularisation, insertion économique, soutien psychologique : ici, ce sont d'ancien-ne-x-s réfugié-e-x-s qui aident les nouveleux venu-e-x-s. Engagée dès les débuts de l'organisation en 2019, Maholy Sánchez œuvre dorénavant à changer d'autres vies chamboulées par l'exil. En novembre dernier, avant la capture de Nicolás Maduro, elle se montrait prudente vis-à-vis de toute intervention extérieure : «Une invasion serait

tout à fait défavorable, car cela reviendrait à violer la souveraineté du pays. Ce n'est pas la bonne façon de faire tomber un gouvernement, même s'il n'est pas démocratique.»



La fille de Yelitza et sa famille survivent à Lima en vendant leur ceviche à la vénézuélienne.

L'espoir du retour | Passé le choc de la nouvelle, sa collègue Andreina Olivares, 38 ans, condamne également la manœuvre américaine. «J'attends des États-Unis qu'ils se retirent du territoire sans plus de violence et que leur soutien à la transition soit davantage de nature économique que politique», commente la directrice des opérations de l'association. Paulo Méndez, lui, souhaite voir advenir un processus de réconciliation citoyenne. Cet ancien collaborateur de l'Assemblée nationale vénézuélienne est resté bloqué au Pérou en 2020 à cause de la pandémie de Covid-19. En obtenant l'asile, il est devenu persona non grata au Venezuela. Depuis, l'homme de 41 ans travaille à *VeneActiva* afin de faciliter l'intégration socioéconomique des réfugié-e-x-s.

«J'espère que les factions progouvernementales comprendront que le temps du totalitarisme est révolu, afin que l'ordre constitutionnel soit rétabli et que la diaspora puisse revenir», plaide-t-il. Puis, d'un ton grave, il confie : «Oui, nous avons tous envie de rentrer. Mais j'ai peur aussi. Peur d'être devenu un étranger dans mon propre pays.»

L'espoir fragile des exilé·e·x·s

À Lima, principale ville d'accueil des personnes qui ont fui le Venezuela, la capture de l'homme fort de Caracas par les États-Unis suscite joie et incertitude parmi la diaspora. Par Yohan Châble et Izia Rouviller

Sur le front de mer de Barranco, Yelitza Véliz, 46 ans, veille sur le stand de calamars frits de sa fille d'un regard attentif. Autour d'elle, Nazareta, sa sœur Yury et son neveu Daniel s'affairent pour servir la file de client-e-x-s. L'huile crépite, les barquettes en plastique s'enchaînent. En cet après-midi ensoleillé de novembre, leur ceviche revisité à la sauce vénézuélienne a du succès. La petite famille originaire du Venezuela est installée à Lima depuis huit ans déjà. «Ici, on survit. Là-bas, on mourait», confie l'ancienne couturière, portant dans ses bras son petit-fils.

Comme Yelitza, près de 8 millions de personnes ont fui l'instabilité politique et économique que traverse le Venezuela

depuis plus d'une décennie. Le pays fait face à une crise multidimensionnelle, liée à une gestion autoritaire du pouvoir, à des ingérences et pressions étrangères répétées ainsi qu'à la chute du prix du pétrole sur les marchés internationaux. Depuis 2013 et l'arrivée à la présidence de Nicolás Maduro, la production pétrolière – dont dépend l'économie nationale – s'est effondrée sous l'effet combiné d'une mauvaise gestion, d'un manque d'investissements et de sanctions internationales, notamment de la part des États-Unis. De quoi aggraver pénuries, hyperinflation et détérioration des conditions de vie de la population.

Plus d'un million de personnes ont trouvé refuge dans la capitale

péruvienne, devenue la principale ville d'accueil des Vénézuélien-ne-x-s en exil. «Avec Maduro au pouvoir, nous n'avons pas d'espoir d'amélioration pour l'avenir. La situation est telle que j'en viens à souhaiter que les États-Unis attaquent pour le faire tomber», avouait en novembre Yelitza avec tristesse et lassitude. Deux mois plus tard, Donald Trump passait à l'action.

Dans la nuit du 2 au 3 janvier 2026, les forces étasuniennes ont bombardé la capitale, Caracas, avant de capturer le chef d'État et sa femme. Le couple a ensuite été transféré à New York pour comparaître devant un tribunal fédéral et répondre d'accusations de narco-terrorisme et de trafic de drogue. Les



La lutte contre les féminicides à la traîne

En 2025, le nombre de femmes tuées par un proche n’a jamais été aussi élevé en Suisse. Les regards se tournent vers l’Espagne, pionnière dans la lutte contre les violences sexistes. Par Jade Albasini

En Suisse, de plus en plus de femmes sont tuées des suites de violences liées à leur genre. Ce phénomène de société, conséquence du patriarcat, a longtemps été ignoré. Aujourd’hui, les mentalités évoluent. « Il y a un éveil de conscience large. Pour cela, il a fallu poser un mot clair : féminicide. Il est enfin utilisé dans le débat politique et dans les médias, même si ce n’est pas encore une notion pénale », déclare Stéphanie Lachat, codirectrice du Bureau fédéral de l’égalité entre femmes et hommes. « Et il y a aussi les chiffres, qui marquent fortement les esprits. » En 2025, ce sont 29 femmes qui ont été tuées sur le territoire helvétique.

Selon le collectif Offensive contre les féminicides, il s’agit du nombre le plus élevé de décès recensés depuis les mesures initiées par les militantes cinq ans plus tôt. Et ceci n’est que la pointe de l’iceberg des brutalités sexistes. Les associations féministes estiment qu’une tentative de féminicide aurait lieu toutes les semaines. Sous le choc, les autorités commencent à réagir. « Le thème rassemble enfin tout l’échiquier politique. Mais la question du budget reste sensible,

comme on a pu le voir en décembre dernier », ajoute Stéphanie Lachat. Pour rappel, le Conseil national voulait couper un million de francs dans les fonds réservés à cette lutte. La mobilisation de la société civile – avec plus de 500 000 signatures récoltées en quelques jours – a fait pression.

Pour 2026, le parlement a finalement validé une enveloppe de 8,17 millions de francs pour les mesures d’égalité au niveau fédéral, mais aussi pour des projets cantonaux. Ce montant ne couvre pas l’ensemble des démarches locales ou celles des ONG, mais il donne un ordre d’idée des investissements. À titre de comparaison, l’Allemagne investira quant à elle 2,6 milliards d’euros jusqu’en 2036, soit 260 millions par an, conformément à une loi historique adoptée l’année dernière, qui garantit aux victimes de violences de genre un droit à la protection et aux conseils gratuits. À population égale, c’est trois fois plus. Quant à l’Espagne, modèle européen sur cette thématique, elle consacre 200 millions d’euros par an depuis le Pacte d’État adopté en 2017

qui comporte 290 mesures. C’est quatre fois plus que la Suisse.

Modèle espagnol | Avec son budget conséquent et ses mesures de prévention, de surveillance et de répression, la politique espagnole de lutte contre les violences faites aux femmes est devenue une référence. « L’Espagne est une précurseuse. Le pays agit sur tous les fronts, de manière systémique, avec des changements de lois, des formations dans la police, des tribunaux dédiés et du soutien pour les victimes. Il démontre qu’on peut changer les choses », affirme Stéphanie Lachat. Depuis 2004, Madrid s’est doté d’une loi-cadre contre les violences conjugales. Avec le système *VioGèn*, le pays centralise les données et ajuste les mesures comme le port d’un bracelet électronique. Il y a cinq ans, une loi éducative a également inscrit la prévention des violences sexistes dans le cursus scolaire.

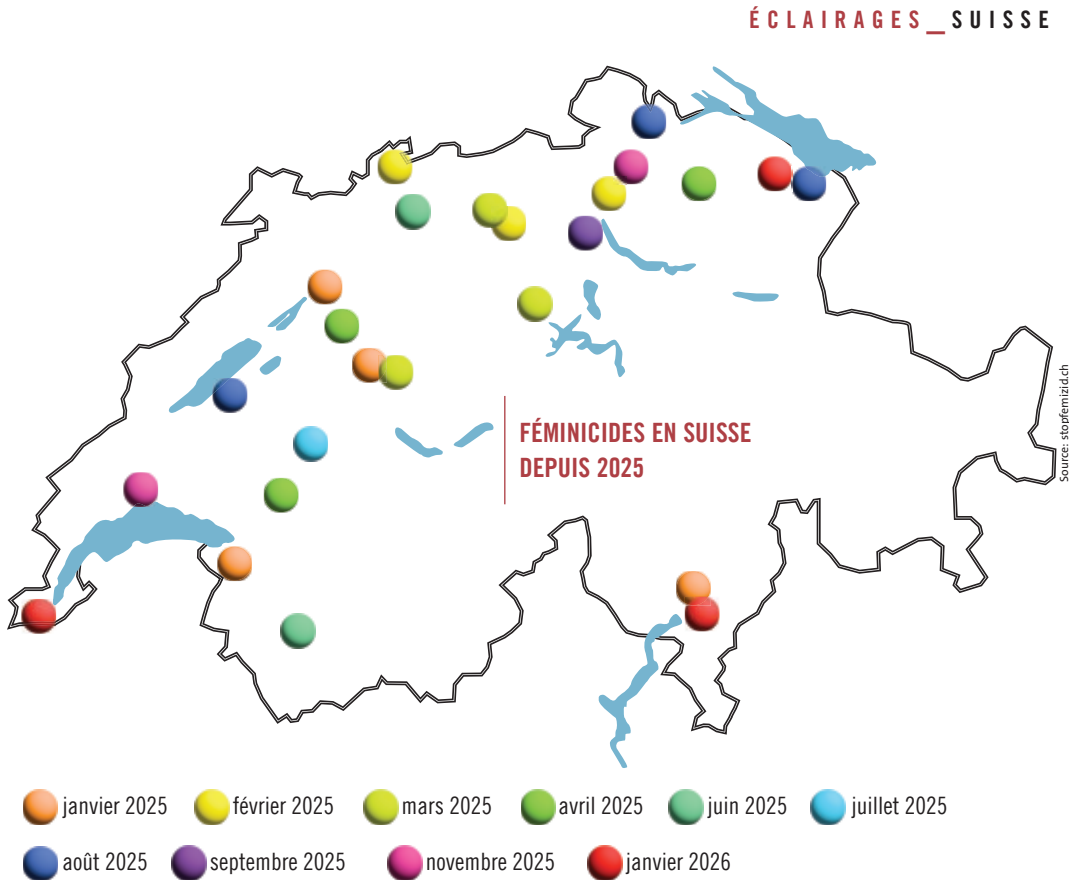
En vingt ans, les féminicides ont ainsi reculé d’environ 30 à 35 %. « Ce qui est génial, c’est qu’ils ont pensé à offrir une aide accessible pour la réinsertion

Des personnes se réunissent le 28 janvier 2026 à la suite du premier féminicide recensé de l’année en Suisse, à Carouge.

professionnelle des femmes victimes de violence. Car le danger, c’est aussi la dépendance économique vis-à-vis de son partenaire. Il faut un soutien financier pour se reconstruire », commente Mirjam Grob, membre du collectif Offensive contre les féminicides.

La Suisse à la traîne | Et en Suisse, où en est-on ? « Notre pays a du retard sur l’Espagne et d’autres régions du monde qui se sont coordonnées depuis plusieurs années. Ici, on est au début d’un processus qu’il faut accélérer », soutient encore la militante. En novembre dernier, la conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider lançait la première campagne nationale pour lever les tabous sur les violences sexistes et identifier les signes avant-coureurs. Prévu sur cinq ans, ce programme de prévention donne la parole aux victimes avant de sensibiliser l’entourage et de cibler les auteurs. « Dans un tiers des féminicides, il y avait au préalable un comportement systématique de domination, de contrôle », précise Stéphanie Lachat. La responsabilité est collective. « Les proches ont un grand rôle à jouer. On est tous responsables pour toutes. Il existe des manières d’agir et de réagir », ajoute Myriam Fijani, du collectif pour la convergence des luttes Nous serons le feu, à Lausanne.

Repoussée, la mise en service d’un numéro d’urgence – le 142 – à l’échelle nationale pour venir en aide aux victimes de violences conjugales est prévue en mai prochain. « Les grandes annonces, c’est bien, mais on a encore l’impression de ne pas être prises au sérieux. L’heure est aux actions ! On attend une vraie prise en charge de l’État : que le dispositif d’accueil soit renforcé car il y a un manque criant de places dans les foyers pour les femmes, que les services collaborent et que les personnes qui portent plainte soient protégées, quel que soit leur statut légal », souligne-t-elle encore. Une étude récente en France, réalisée



par la Délégation aux victimes, indique que 47 % des femmes victimes de féminicides avaient subi des violences antérieures, dont un très grand nombre les avait signalées aux forces de l’ordre.

Reconnaissance pénale | Alors que l’Italie a inscrit le féminicide dans son code pénal en novembre 2025, la Suisse a également un train de retard dans le domaine judiciaire. Fribourg – le canton romand le plus engagé sur ces questions – devrait bientôt interpeller les Chambres fédérales en vue d’intégrer le féminicide comme infraction spécifique dans le Code pénal suisse. Début janvier, Jessica Jaccoud et Tamara Funicello, coprésidentes des Femmes socialistes, ont porté plusieurs objets à la Commission des affaires juridiques du National, dont la reconnaissance des droits des victimes dans les procédures civiles, la formation obligatoire du personnel pénal et l’inscription de la protection contre les violences patriarcales dans la Constitution.

Même si l’Espagne a réduit d’un tiers les féminicides, plus de 40 femmes ont

été tuées en 2025. Les défis restent nombreux. « On souhaite évidemment que le modèle espagnol soit implémenté ici car il a montré son efficacité. Mais des voix s’élèvent pour dire qu’il reste incomplet. Il se base notamment sur la surveillance et le contrôle des personnes jugées dangereuses. Un bracelet électronique, même s’il prévient les autorités, ne soulage pas la peur constante de ces femmes sur le qui-vive. Par ailleurs, l’aspect uniquement punitif est lui aussi un reflet d’une société patriarcale, responsable de cette violence liée au genre », analyse Mirjam Grob.

Pour elle, c’est l’ensemble de la société qui doit réaliser un travail de longue haleine. « Il faudrait développer en parallèle des projets de justice réparatrice et saisir l’origine de ces violences pour mieux les éradiquer. Une journée de sensibilisation ne va rien changer », prévient-elle. Malgré les évolutions qui vont dans la bonne direction en Suisse, celles qui luttent contre les féminicides en attendent bien plus des autorités compétentes. Et vite, car il s’agit de sauver des vies. |

Des rues couvertes de sang

Les Iranien-ne-x-s sont à nouveau descendu-e-x-s dans la rue. Et la riposte est d'une violence extrême. Reste une question : quel avenir pour la République islamique ? Par Natalie Wenger

« Les mollahs doivent partir », « Justice pour l'Iran », « Femmes, vie, liberté » : une fois de plus, ces slogans ont résonné fin décembre dans les rues de nombreuses villes iraniennes. Une fois de plus, des milliers de personnes ont payé de leur vie leur engagement pour plus de libertés.

Ce n'était qu'une question de temps. Début décembre, des milliers d'ouvrier-e-x-s de l'industrie pétrolière se sont mis-e-x-s en grève, tandis que les étudiant-e-x-s se préparaient à une nouvelle vague de manifestations dans les universités. Mais cette fois-ci, elles ont éclaté dans le bazar. Les *bazaaris*, ces commerçant-e-x-s traditionnel-le-x-s, avaient joué un rôle décisif dans la révolution islamique de 1979 et sont resté-e-x-s lié-e-x-s aux réseaux politiques conservateurs au cours des décennies suivantes.

Cette loyauté historique est désormais révolue. L'inflation record, les sanctions internationales persistantes et la mauvaise gestion chronique ont affecté la position économique du bazar – et donc une base fidèle du gouvernement des mollahs. Plus de 40 % des Iranien-ne-x-s vivraient désormais en dessous du seuil de pauvreté. C'est en raison de ses conditions de vie qu'une partie de la population a rejoint le mouvement de contestation.

Trainée de poudre | Les manifestations se sont rapidement étendues jusque dans les régions reculées du pays. Des milliers de personnes sont descendues dans les rues contre la baisse du niveau de vie, les coupures d'électricité persistantes et la pénurie d'eau, et bientôt aussi pour la destitution d'Ali Khamenei. Parmi elles beaucoup d'hommes. « Les jeunes hommes souffrent particulièrement de la crise économique, explique Nassim Papayianni, experte de l'Iran et militante d'Amnesty International. Beaucoup considèrent que descendre dans la rue est leur dernière option. »

D'abord conciliant, sans doute aussi pour apaiser les *bazaaris*, Téhéran a rapidement durci le ton. Le 8 janvier, les forces de sécurité recevaient l'autorisation de tirer et le gouvernement coupait internet. L'Iran a sombré dans l'obscurité. Il est pour l'heure difficile de reconstituer la suite des événements. Amnesty International est en train d'analyser des centaines de vidéos et d'images provenant d'Iran.

Les rares données qui nous parviennent montrent une violence d'une ampleur rare. Des forces de sécurité qui visent la tête et le torse. Des rues couvertes de sang. Des hôpitaux submergés, des familles désespérées qui recherchent

leurs proches dans des morgues surpeuplées et assistent à l'empilement des cadavres dans des camionnettes, des conteneurs de fret ou des entrepôts. La rapporteuse spéciale des Nations unies sur la situation des droits humains en Iran, Mai Sato, déclarait fin janvier qu'il fallait s'attendre à plus de 20 000 morts. Plusieurs ONG avancent le chiffre de 30 000 morts.

Et après ? | « Je n'ai jamais vu une telle unité parmi les Iraniens. Il semble qu'un ennemi commun puisse véritablement unir les gens », raconte Ben*, un étudiant iranien contacté malgré le blocage d'internet. Suffisant pour faire aboutir un changement de système ?

Les options du Gouvernement iranien sont limitées : l'économie est en difficulté et le réseau d'alliés régionaux affaibli. La menace d'une attaque des États-Unis persiste. L'Iran devra donc soit accepter des compromis difficiles pour obtenir un assouplissement des sanctions et assainir son économie, soit se préparer à réprimer de nouvelles émeutes. Bien conscient de ce dilemme, Ali Khamenei ne semble pas disposé à faire un pas en arrière. |

* Prénom d'emprunt.

Le parcours d'un jeune Afghan

Chaque année, ce sont près de 50 millions d'enfants qui risquent leur vie sur les chemins de l'exil selon l'UNICEF. Portrait de Sejad Haqyar, un jeune Afghan arrivé en Suisse. Par Mélissa Riffaut

Impossible d'ignorer ses yeux dorés et son sourire angélique. Le jeune homme me raconte son histoire avec résilience. Il dit avoir eu beaucoup de chance. Comme lui, 2446 mineur-e-x-s d'origine afghane ont demandé l'asile en Suisse en 2025.

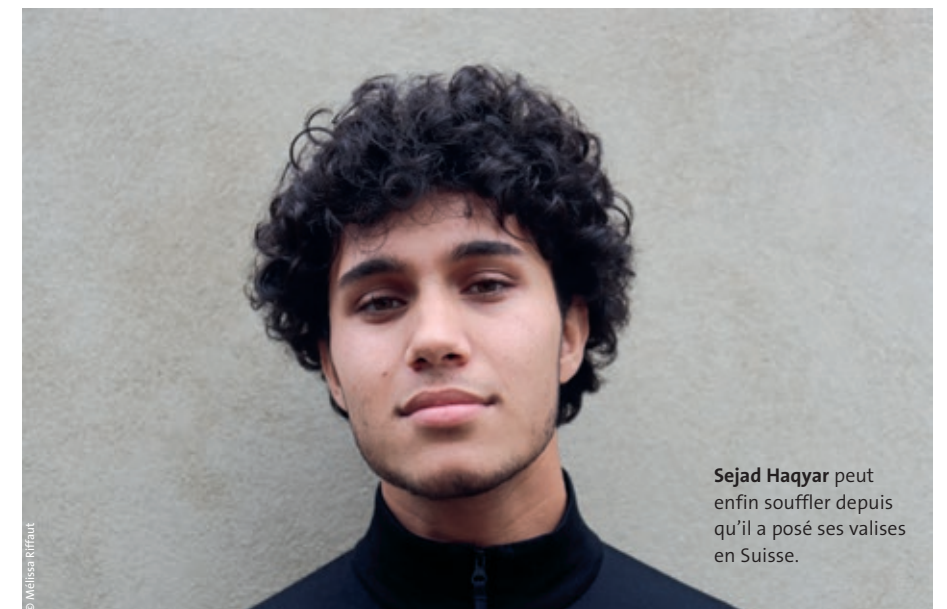
Quelque mois après le retrait des troupes américaines et de l'OTAN, Kaboul subit une offensive massive en août 2021. « J'ai grandi avec la guerre. Les bombes qui tombaient à côté de la maison ont fini par ne plus m'effrayer », déclare Sejad. Il se souvient du sentiment de peur et d'incertitude qui a envahi la population : les rues animées ne résonnent plus que des stores des boutiques qui se ferment. Les magasins sont pris d'assaut. Tout le monde se met en route : plus d'un million de personnes fuiront l'Afghanistan cette année-là. « Dans ma province d'origine, je ne pouvais plus sortir seul, à cause du climat de guerre et parce que mon père était militaire. Beaucoup d'enfants étaient enlevés contre rançon. Lorsque les talibans sont arrivés à Kaboul, c'était la même chose : il fallait partir pour sauver sa peau. » Craignant des représailles, ses parents fuient. Sejad et son frère se retrouvent seuls. « Nous étions restés trop longtemps hors de la ville. Quand nous sommes revenus la porte était fermée. » Par chance, son oncle le fait venir en Iran, avant de l'encourager à prendre un chemin plus ambitieux : celui de l'avenir.

À treize ans, il entame un exil de plusieurs années. « Je me sentais perdu, sans identité », dit-il. Après deux semaines de profonde tristesse, il se met en route avec d'autres adolescent-e-x-s

et un passeur. « Le chemin de l'Iran jusqu'à la Turquie était difficile, j'ai eu peur de perdre Sejad », avoue son grand frère. Depuis la frontière iranienne, le chemin vers la Turquie est une succession de marches épuisantes. Le groupe reste caché à Istanbul plusieurs mois. Sejad peut dormir, mais il ne fait pas de rêves. Il se demande ce qui est arrivé à ses proches resté-e-x-s sur place. Puis le jeune Pachtoune reprend la route : l'hiver en Bulgarie est rude. « Nous avons traversé les montagnes, le froid me brûlait le corps. Nos vêtements étaient trop légers pour affronter la neige. » Sans bonnet, ni doudoune, il faut tenir bon. La faim creuse. À l'arrivée dans un camp en Serbie, des récits douloureux se joignent à la table. Un migrant porte une blessure

au crâne et une large zone sans cheveux, des forces de police auraient utilisé des chiens pour le torturer. Un autre à subi des chocs électriques.

Sejad finit par atteindre la Suisse. Il peut enfin poser ses bagages et reprendre son souffle. Cela fait un an et demi qu'il vit ici. Il parle pachto, dari, hindi et le français qu'il a appris en rêvant de devenir traducteur lorsqu'il est arrivé au centre fédéral d'asile de Boudry, dans le canton de Neuchâtel. « Dans le camp de Boudry, j'occupais mon temps en faisant les traductions pour les autres du pachto au français. » Sejad a fini par obtenir un permis F, qui lui permettra de commencer un apprentissage dans un magasin dont les produits lui rappellent parfois le froid bulgare. |



Sejad Haqyar peut enfin souffler depuis qu'il a posé ses valises en Suisse.

INTERVENTIONNISME

Dans la nuit du 3 janvier, les forces spéciales des États-Unis lançaient un assaut sur le petit village de Bursins, dans le canton de Vaud, où le conseiller fédéral Guy Parmelin était venu passer les fêtes de fin d'année en famille. Le président de la Confédération a été exfiltré vers New York...



Et si le Venezuela n'était pas le seul pays à subir les vellétés impérialistes du patron de la Maison-Blanche? Anna Husi et Alexandre Nicolet se sont prêté-e-s au jeu de la satire. L'illustratrice et l'auteur ne se sont pas concerté-e-s.

Le soleil ne brille pas sur la neige immaculée des Alpes. Pour cause, il fait nuit.

Dans le ciel bleu au-dessus du lac Léman, les étoiles du cosmos scintillent. Guy Parmelin, un peu moins scintillant mais tout aussi cosmique, est sur le point de ronfler paisiblement, l'estomac soulagé d'abandonner le régime extrême que lui impose annuellement la résurrection du petit Jésus.

Mais ces sacrifices, comme tous les autres, il les a faits pour que la tradition survive. La tradition le remercie et applaudit son courage. Le peuple suisse continue à s'ennuyer sec et à ne pas réussir à payer ses factures.

« L'année n'a pas commencé que c'est déjà le bordel », se dit-il, à la lisière du rêve. « Les normes, c'est pas si mal des fois », se surprend-il à penser avant d'embarquer dans le train universel du sommeil.

Le village de Bursins s'endort, aussi paisible, ordonné, propre tout bien comme il faut, qu'on puisse l'imaginer. Guy, humble citoyen de Bursins et du monde, ne soupçonne pas qu'un loup-garou étrange et très peu valaisan vient menacer sa quiétude.

Bruit de vitre brisée, mais aucun Rascar Capac. Quatre unités des forces spéciales étasuniennes (division Delta, avec des bérets verts) viennent d'entamer l'opération *Spotless Cow*. Guy est neutralisé en deux-deux, sorti par ce qu'il reste de sa fenêtre, fourré dans un hélico et emporté hors du territoire.

Les forces aériennes suisses avaient pourtant accepté d'être disponibles à se déployer hors des horaires de bureau depuis dix ans au moins, mais il faut croire que la CIA savait exactement à quelle heure agir... « La protection des données, bon sang! » eut seulement le temps de se dire Guy Parmelin, avant de sentir son corps ligoté soulevé de son lit. « Je leur avais pourtant bien dit de passer à Signal et d'arrêter les mêmes sur WhatsApp... »

La légende raconte que malgré le *waterboarding*, les chatouillements de talon à coups de plumes, et même l'écoute forcée en boucle d'*Imagine* de John Lennon (oui, Donald ne recule décidément vraiment devant rien), Guy ne révéla jamais la recette de fabrication de l'Appenzeller. Quel patriote.

La patrie, de son côté, s'adapte tant bien que mal à l'absence d'un des éléments cruciaux de son puzzle politique. Ignazio Cassis reprend le flambeau de la présidence, déclarant:

« Cette ingérence est absurde. Notre confiance en notre allié transatlantique est mise à rude épreuve. Donald Trump doit réaliser que sa liberté commence là où s'arrête celle des autres. Nous avons entamé des négociations consulaires et nous nous engageons à limiter certaines interactions économiques avec les

États-Unis jusqu'à nouvel ordre, espérant que nos voisins de l'Union européenne ne feront pas l'erreur de se tromper de camp. »

La riposte est modérée. Évidemment, quelques Américain-e-x-s sans pouvoir politique et sans importance se voient fermer leurs comptes, parfois geler leurs actifs dans certaines banques. Évidemment, ils gueulent sur TikTok. Évidemment, tout le monde s'en fout. Évidemment, personne ne résilie son abonnement Netflix. Évidemment, personne n'arrête d'acheter du Coca.

Jean-Luc Addor déclare:

« Un État qui accepte qu'on enlève un de ses conseillers fédéraux sans conséquence réelle accepte de ne plus être un État. Cette humiliation doit avoir une conséquence directe. Tous ceux qui ont affaibli la souveraineté de notre pays, en minimisant le rôle de son armée, je vous tiens directement responsables. Chaque seconde où les accords bilatéraux sont maintenus est une seconde de trop. » Puis il s'en va finir de bidouiller sa bombe H dans son garage après avoir commandé des verrous électroniques chinois pour sa Subaru.

Mette Frederiksen, première ministre danoise, écrit sur X:

« Le Groenland est peut-être à vendre, en fait, finalement. Merci de ne pas me kidnapper, me *waterboarder* et me chatouiller les talons. Et par pitié, tout sauf *Imagine*. »

Macron renchérit, face aux caméras des médias libres, possédés par des acteurs libres et non faussés, d'un marché libre et non faussé:

« La France appelle au calme, à la retenue, à la désescalade et à une clarification stratégique dans un cadre multilatéral renoué. Il ne saurait être question de remettre en cause l'ordre international fondé sur des règles, sauf, bien entendu, si ces règles doivent évoluer, ce qui est précisément l'objet de notre action. J'ai proposé une réunion, un sommet, un format. »

Long soupir plein de gravité. Reprise, la larme à l'œil:

« La souveraineté, c'est la capacité à dialoguer, même dans un monde de plus en plus instable et imprévisible. Nous comptons sur les peuples pour redoubler d'efforts et pour ne pas perdre leur constance. »

Il fait jour. Le soleil brille sur ce qu'il reste de neige immaculée des Alpes.

Il n'y a toujours pas de fascisme en Occident. La recette de l'Appenzeller est toujours bien gardée. I

Alexandre Nicolet est poète. Il écrit notamment dans la rue à la demande des passant-e-x-s sous le nom de « la kula ». Il est également artiste multimédia et traducteur.

Banlieues abandonnées

Dans « La maison des rêves », la journaliste Nora Hamadi raconte son enfance dans un quartier populaire au sud de Paris. Un récit touchant qui laisse voir en filigrane les effets de l’abandon des politiques publiques. Par Déo Negamiyamana

Pour Nora Hamadi, le petit local –une cave de 30m²– portant le même nom que le titre de son bouquin était comme un refuge. Tissée d’entraide intergénérationnelle, la « maison des rêves » était un point de rencontres dédié aux bambins et à leur créativité. Aujourd’hui, c’est devenu le souvenir d’une vie d’autrefois. Nichée au creux d’une barre HLM, elle symbolisait un fragment de l’Hexagone où la jeunesse organisait ses sessions d’improvisation et écoutait Mozart dans un tissu associatif nourri du vivre-ensemble. Mais ce point d’orgue est aujourd’hui tombé en ruines. Plus de services publics. Plus de ces associations dont les valeurs ont donné des horizons à sa génération. Plus d’espoir qui circulait malgré la galère. Plus de piscines. Les passages y sont murés, les locaux sont fermés et les ascenseurs tombent en rade. Un chaos qui reflète selon l’auteure un pouvoir qui ne promet plus

rien. À la place des promesses, les autorités répondent par la répression. On pourrait qualifier *La maison des rêves* d’une ode à ces daron·ne·x·s qui ont construit des ponts et transmis la dignité. Le livre interroge aussi sur la manière dont les banlieues pourraient survivre en l’absence des associations. Que restera-t-il aux jeunes ? Seulement les barreaux et les tombes ?



La maison des rêves, Nora Hamadi, Paris, Flammarion, 2025, 256 pages.

Le FIFDH hors les murs

Cette année encore, le groupe i8 d’Amnesty International à Lausanne s’associe avec le FIFDH et la Maison de quartier Sous-Gare pour vous proposer une soirée film / discussion le mercredi 25 mars 2026, dès 19h30, à la Maison de quartier

Sous-Gare à Lausanne. Le titre du film sera dévoilé en février. La projection sera suivie d’une discussion. Le groupe i8 se réjouit de partager un moment engagé avec vous !

Plus d’info sur amnestylausanne.ch

FIFDH

Trois sélections tirées de la programmation du Festival du film et forum international sur les droits humains de Genève, en mars.



Lost Land (Les Fleurs du manguier), Akio Fujimoto, Japon/Malaisie, 2026, 98 minutes.



Black Water, Natxo Leuza, Bangladesh/Espagne, 2025, 52 minutes.



Just Kids, Toboni Sisters, États-Unis, 2025, 93 minutes.

Programme complet et billets fifdh.org/festival

Innocence à l’épreuve

Une fille de 9 ans et son petit frère de 4 ans quittent un camp au Bangladesh avec leur père et leur grand-tante. La famille fait partie de la communauté musulmane des Rohingyas, persécutée chez elle au Myanmar. Un long voyage vers la Malaisie les attend, pour rejoindre la maison de leur oncle. Le cinéaste japonais Akio Fujimoto nous embarque dans ce périple de plusieurs semaines. À travers les yeux des deux enfants, dont les rôles sont portés magistralement par les très jeunes acteur·rice·s qui les incarnent, on parcourt un monde où il n’existe presque aucune place pour les bons sentiments. On découvre les protagonistes dans toute leur vulnérabilité. Alors que les conditions du voyage se dégradent au fil du film, on les observe se débrouiller malgré tout pour survivre tant bien que mal. Le naturel de l’enfance revient constamment au galop et, à

travers les scènes de jeu entre le petit garçon et sa grande sœur, il met en exergue la difficulté de leur parcours. Filmé presque comme un documentaire, à la caméra portée, *Lost Land (Les fleurs du manguier, en français)* nous ferait presque oublier par moments qu’il s’agit d’une fiction. Cette dernière décrit cependant une réalité, celle des Rohingyas, l’un des peuples les plus persécutés au monde, et nous rappelle que nous ne connaissons que trop peu ce que ce peuple endure. Elle rappelle également la difficulté de nombre de parcours migratoires partout sur la planète. *Lost Land* est le premier long-métrage tourné entièrement en rohingya. Il a été réalisé en collaboration avec plus de 200 personnes issues de cette communauté. Le film a notamment été diffusé en première mondiale à la Mostra de Venise. | Par Baptiste Fellay

Responsables de ce qui nous menace

Les êtres humains sont constitués à plus de 60 % d’eau. De même, l’eau recouvre plus de 70 % de notre planète. Mais au Bangladesh, quand survient un typhon, ces eaux ne sont pas bleues, mais noires et synonymes de désespoir. Chaque année, plusieurs milliers de personnes quittent leur domicile sur le littoral menacé d’être submergé par la montée des eaux, pour se réfugier à Dhaka, dans ce qui pourrait bien être le plus grand déplacement de population de l’histoire. Là, la lutte continue, puisqu’il faut survivre, se nourrir, travailler, dans des conditions sanitaires parfois insoutenables. Le film aux allures de documentaire *Black Water* suit le destin bouleversant d’une famille délogée par la montée des eaux. Que faire quand les éléments sont plus forts que nous ? Tenter

sa vie ailleurs, répondra la mère de famille. Filmer pour éveiller les consciences, répondra l’adolescente résiliente. Prier et crier, répondra le sage un peu fou. Lutter, jusqu’au bout, sera la réponse de l’activiste du climat. C’est dans la juxtaposition d’images poétiques et tragiques reliées par l’apparition récurrente de ces protagonistes attachant·e·x·s que réside la force dramatique de ce film parfois presque oppressant, tant la réalité qu’il dépeint est dure. Car non, cette montée des eaux n’est pas que le fruit de la colère des éléments. Nous en sommes tous responsables puisque, comme le dit si bien l’adage martelé tout au long de ce film contemplatif : « Nous sommes eau, et à l’eau nous retournerons. » | Par Manon Brügger

Liberté sous conditions

Life, liberty and the pursuit of happiness. Telle est la devise de la Déclaration d’indépendance des États-Unis, que l’on peut traduire par « vie, liberté et quête du bonheur ». Pourtant, depuis plusieurs années, sous l’influence de milieux conservateurs redoutablement bien structurés, la liberté d’être soi-même et l’accès au bien-être y sont bafoués pour les jeunes transgenres. Des lois interdisant les soins d’affirmation de genre pour personnes mineures, ou en restreignant l’accès, ont été adoptées dans plus de la moitié des États. Des législations qui ont fait voler en éclats des trajectoires de vie de milliers de jeunes, au nom de la doctrine-prétexte « protégeons nos enfants ». Ces destins malmenés ont des noms et des visages. Joplyn, Alazaiah et Tristan, par exemple, sont trois adolescent·e·x·s du Texas et de Caroline du Sud que suit *Just Kids*, le brillant documentaire des sœurs Toboni. Leurs témoignages donnent à voir les impacts de ces changements légaux sur leur santé et leurs

familles, qui sont dévastées. Et à juste titre, car les risques sont colossaux : retraits d’enfants par les services de protection de l’enfance, menaces de mort et transphobie décomplexée, ruptures de suivis thérapeutiques indispensables, pensées suicidaires et passages à l’acte en hausse. Tristan confiait à sa mère, au moment de sa première prise d’hormones de transition : « Je me sens enfin humain. » Au moment de l’entrée en vigueur d’une loi criminalisant ces traitements, c’est au contraire un sentiment de déshumanisation qui s’est installé. En dialogue avec des interventions de spécialistes des questions de transidentité, ces récits sont autant d’illustrations de parcours de combattant·e·x·s qui luttent pour que les principes énoncés dans le texte fondateur des États-Unis leur soient aussi pleinement reconnus. Comme le souligne l’une des mères, c’est une question de survie. | Par Anaïd Lindemann

Silence, on (ne) lit (plus)

Avec «The Librarians», à l'affiche du FIFDH, Kim A. Snyder nous emmène aux premières loges de la résistance contre l'obscurantisme conservateur. Entretien. Propos recueillis par Jean-Marie Banderet

Le monde imaginé par Ray Bradbury comme une dystopie serait-il devenu réel? Dans *Fahrenheit 451*, on brûle des livres pour contrôler la société. Dans le documentaire *The Librarians*, de la réalisatrice étasunienne Kim A. Snyder, on les fait disparaître des rayons des bibliothèques. Le film suit le combat de bibliothécaires au Texas, en Louisiane, en Floride, au New Jersey et dans d'autres États contre la croisade de groupes conservateurs comme les *Moms for Liberty*, qui s'attaquent aux ouvrages traitant de genre et de sexualité, de théorie critique de la race, ou de questions LGBTQIA+.

► **AMNESTY:** Qu'est-ce qui vous a poussée à vous emparer de ce sujet?



◀ **Kim A. Snyder:** Un jour, j'ai vu un reportage sur un sénateur du Texas, Matt Krause, qui avait publié une liste de 850 livres que les bibliothèques scolaires devaient retirer de leurs rayons. La plupart de ces livres interdits visaient des sujets liés à la communauté LGBTQIA+, au genre ou à la race. Un groupe de bibliothécaires s'y était opposé. Je les ai contactés et je suis partie pour le Texas.

► Pourquoi avoir choisi de traiter le sujet de la censure du point de vue des bibliothécaires?

◀ De New York, où je réside, on entendait pas mal d'informations dans la presse sur

ces interdictions. Mais je ne voyais pas beaucoup d'attention portée aux attaques contre les bibliothécaires, en tant qu'individus. J'ai voulu interroger le métier de ces gens qui se retrouvaient à défendre les droits garantis par notre Premier amendement. Et aller en première ligne des guerres culturelles, alimentées par le programme nationaliste chrétien et blanc, qui se jouent en Amérique. Leur combat dépasse d'ailleurs les frontières: il y a bien d'autres pays dans le monde qui doivent faire face à de la censure.

► Comment «The Librarians» a-t-il été reçu par le public?

◀ Depuis la première à Sundance il y a presque un an, nous avons pu tourner dans environ 200 salles aux États-Unis, y compris hors des grandes villes. Un bon score pour un documentaire indépendant. Le sujet touche un point sensible chez les gens, qui comprennent que les choses sont allées trop loin. Il a aussi eu un écho très favorable en Europe, en Allemagne notamment: la bibliothèque nationale nous a écrit pour nous témoigner de la solidarité de centaines de ses employés.

► Le film laisse à voir que la question est explosive. Vous êtes-vous sentie menacée pendant le tournage?

◀ Les tensions étaient vraiment palpables lors des réunions de conseils d'école quand nous sommes allés filmer. Quelques personnes ont tenté de décrédibiliser notre démarche sur les réseaux, mais elles n'avaient pas une grande audience...

► Et depuis que le film est sorti?

◀ J'ai appris de façon détournée que certains officiels au Texas avaient reçu des instructions pour éviter de donner plus de visibilité au film. Je pense que la production de documentaires aux États-Unis est confrontée à un problème similaire au monde du livre: un effet dissuasif. Les chaînes qui financent et diffusent les documentaires ont peur des œuvres qu'elles jugent trop politiques. Nous avons eu la chance de travailler avec PBS, mais le diffuseur est sous le feu des critiques et ses fonds ont été réduits. Je pense que notre démocratie est en jeu en ce moment, et qu'il n'y a jamais eu autant de gens aussi inquiets.

► D'une certaine façon, c'est la transmission de savoirs dont il est question ici. Comment envisagez-vous l'avenir?

◀ De façon encore plus large, ce qui fait peur, ce sont toutes ces attaques contre nos normes. Que ce soient la censure ou les tactiques dignes de la Gestapo de nos services d'immigration, ces événements font penser aux pages les plus sombres de l'histoire. Mais je me bats, et je le fais en racontant des histoires. Avec l'espoir que les gens les retiennent et s'engagent pour défendre notre démocratie et nos droits fondamentaux. I

The Librarians, Kim A. Snyder, 8 above, États-Unis, 2025, 92 minutes.

FIFDH

Samedi 7 mars, 19h30, Espace Pitoëff - Grande Salle, suivi d'une discussion coprésentée par Amnesty Suisse.



© Amnesty Suisse

CAMPAGNE ALL4HUMANRIGHTS DES DROITS ÉGAUX POUR TOUXTES

Quand l'intolérance et la discrimination sont en hausse, les personnes ciblées ont besoin de notre solidarité, mais aussi de protection – notamment sous la forme de lois. Nous nous engageons car la Suisse n'en fait pas assez. Soutenez-nous dans cette démarche!

La véritable cohésion d'une société se révèle en période de tensions. Quand les minorités sont instrumentalisées à des fins politiques, que la haine devient un concept de plus en plus acceptable, il apparaît alors clair que la discrimination n'est pas un phénomène marginal. C'est alors qu'on peut évaluer si les instruments de protection des personnes visées sont suffisamment nombreux et efficaces.

Chaque jour en Suisse, des personnes sont victimes de discriminations fondées sur leur origine, leur religion, leur identité de genre et leur orientation sexuelle, leur handicap ou leur position sociale. Les mécanismes de protection juridique existants ne sont efficaces que de manière ponctuelle et laissent de nombreuses personnes sans défense. La Suisse a notamment été pointée du doigt par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies.

Un pays qui s'engage en faveur des droits humains doit garantir que ces droits s'appliquent à touxtes, sans exception, sans distinction. Une protection complète contre toute forme de discrimination est essentielle. Une loi générale contre la discrimination serait donc une avancée décisive. Elle garantirait la sécurité juridique, engagerait

LE KIT ALL4HUMANRIGHTS POUR VOTRE BAR PRÉFÉRÉ, VOTRE LIEU DE RENCONTRE, VOS FÊTES DE FAMILLE...

Commandez gratuitement notre kit pour diffuser un message d'égalité.

Le kit pour bar contient:

- Le jeu d'entraînement à l'argumentation *Parolu* pour répondre avec assurance aux propos discriminatoires tenus au comptoir ou par le tonton raciste;
- 30 dessous de verres avec un message positif, pour votre bar préféré ou n'importe quel endroit où l'on trouve des verres;
- Six stickers avec des slogans anti-discrimination à coller où vous le désirez.

Commandez gratuitement le kit sur amnesty.ch/all4humanrights



les institutions et enverrait un message clair : aucune forme de discrimination ne sera tolérée. Ce n'est qu'en reconnaissant la discrimination comme un problème fondamental et collectif, comme une

UN WEEK-END POUR AGIR

Du 10 au 12 avril, Amnesty Suisse, Belgique et Luxembourg organisent trois jours d'immersion à Genève pour de jeunes francophones de 16 à 20 ans. Au programme, des ateliers interactifs, des rencontres, des activités culturelles. Mais aussi l'occasion d'échanger avec des personnes d'autres pays, de comprendre les droits humains autrement et d'apprendre à agir de manière concrète. Le séjour est entièrement pris en charge, transport et hébergement inclus. **Les inscriptions sont ouvertes jusqu'au 5 mars 2026.** Vous êtes motivé-e-x, ou vous connaissez une personne qui l'est ? Plus d'info et inscriptions en flashant le code QR.



violation de la dignité humaine et des droits humains universels, que nous pourrions la combattre efficacement. Nous unissons donc nos forces à celles de plusieurs autres organisations pour l'élaboration d'une loi générale contre la discrimination en Suisse.

Dans le cadre de notre campagne #All4HumanRights, nous appelons à un engagement collectif pour plus de solidarité, d'égalité et pour un climat social qui ne laisse aucune place à la haine ni à l'incitation à la violence. Une société juste n'émergera que si nous nous unissons, nous renforçons mutuellement et affirmons clairement que la diversité n'est pas une menace, mais notre plus grande richesse.

LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS | Saisissez dès aujourd'hui l'occasion de vous engager à nos côtés contre les différentes formes de discrimination. Vous pouvez notamment commander notre kit spécialement élaboré pour les moments de partage, en famille, entre ami-e-x-s, dans votre café ou votre bar préféré. Vous porterez ainsi notre message là où les gens se réunissent, échangent, où se forment les identités et le sentiment d'appartenance.

Daniela Varga, responsable de campagne All4HumanRights

RÉFÉRENDUM
NON À L'ASSOUPPLISSEMENT DES EXPORTATIONS
DE MATÉRIEL DE GUERRE

Fin décembre, le parlement a adopté un assouplissement de la loi sur l'exportation de matériel de guerre qui augmente le risque que des armes suisses soient utilisées pour commettre des violations des droits humains. Amnesty International appelle à signer le référendum qui s'y oppose.

Depuis des décennies, Amnesty International mène des campagnes mondiales pour une réglementation stricte du commerce international des armes et pour des mécanismes de contrôle efficaces. L'un des succès de ce travail au long cours a été l'adoption du Traité sur le commerce des armes (TCA) le 2 avril 2013, qui interdit les livraisons d'armes vers des pays où sont commises de graves violations des droits humains ou du droit international humanitaire. La Suisse a largement contribué à l'élaboration de cet accord et l'a ratifié en 2015.

Mais désormais, la législation suisse devrait être assouplie de manière à permettre à nos entreprises d'armement d'exporter vers des pays impliqués dans des conflits armés ou violant systématiquement les droits humains. Les acheteurs de ces armes suisses pourraient les revendre à des pays vers lesquels la Suisse interdit toujours les exportations, comme le Soudan ou Israël. De plus, le Conseil fédéral obtiendrait la compétence de déroger aux règles d'exportation.

Cette décision d'assouplissement intervient moins de trois ans après que le contre-projet à l'initiative « correctrice » (contre les exportations d'armes dans les pays en guerre civile) a enfin permis d'inscrire dans la loi des critères clairs et transparents pour les exportations de matériel de guerre et la réexportation d'armes suisses. Avec cet assouplissement, l'obligation de réaliser une évaluation des risques avant chaque autorisation d'exportation d'armes, comme l'exige le TCA, serait supprimée. Les armes made in Switzerland pourraient ainsi à nouveau se retrouver entre les mains d'armées ou de groupes armés commettant des crimes de guerre ou de graves violations des droits humains.

Marco Roberto Piffaretti, Campagnes numériques

Amnesty International Suisse appelle ses membres et activistes à signer le référendum lancé par divers partis et associations. Vous trouverez un bulletin de signatures dans ce magazine. Merci pour votre soutien !

PÉTITION

HALTE AU BAIN DE SANG EN IRAN !

SIGNEZ ICI OU VIA LE CODE QR POUR
ACCÉDER À LA PÉTITION EN LIGNE



Aux États membres de l'ONU
et à la Suisse

Nous appelons les États membres de l'ONU, y compris la Suisse, à exercer des pressions sur les autorités iraniennes afin qu'elles mettent immédiatement fin aux effusions de sang et que les responsables soient traduit-e-x-s en justice. La violence à l'encontre des manifestant-e-x-s et des critiques du gouvernement doit enfin cesser.

Nous vous demandons :

- de prendre des mesures diplomatiques urgentes pour protéger les manifestant-e-x-s contre de nouveaux massacres et pour lutter contre l'impunité de leurs auteur-ric-e-x-s ;
- d'exhorter le Conseil de sécurité des Nations unies à renvoyer la situation en Iran devant la Cour pénale internationale ;
- de mener des enquêtes coordonnées permettant de poursuivre les responsables selon le principe de compétence universelle ;
- de garantir la protection des Iranien-ne-x-s menacé-e-x-s.

	Nom	Prénom	Adresse	Signature
1				
2				
3				
4				
5				



Veuillez renvoyer le formulaire rempli avant le **31 mars 2026** à : Amnesty International, section suisse, case postale, 3001 Berne

ACTION URGENTE
HALTE AU BAIN DE SANG EN IRAN !

La répression des manifestant-e-x-s qui défendent leurs droits par les autorités iraniennes a atteint une violence sans précédent. De nombreuses personnes ont été tuées, d'autres sont menacées de torture et de mauvais traitements. Le blocage d'internet rend difficile l'accès à l'information.

Fin décembre, la population iranienne est une nouvelle fois descendue dans la rue pour manifester en faveur de plus de libertés et pour l'avenir de son pays. Ce qui a commencé par des fermetures de magasins et des grèves dans le grand bazar de Téhéran s'est transformé en une vague de contestation qui a déferlé sur tout le pays, demandant le renversement des dirigeants de la République islamique.

La répression des autorités est d'une violence sans précédent. Amnesty International a documenté l'usage de fusils de chasse sur des personnes non armées par les forces de sécurité. Les hôpitaux sont submergés de blessé-e-x-s, tandis que des familles désespérées recherchent leurs proches. Des milliers de personnes ont déjà été arrêtées et risquent la torture voire la peine de mort.

Les États membres de l'ONU, dont la Suisse, doivent prendre de toute urgence des mesures diplomatiques pour protéger la popula-

tion iranienne contre de nouveaux massacres. Nous appelons les États à exhorter le Conseil de sécurité des Nations unies à renvoyer la situation en Iran devant la Cour pénale internationale et à demander des comptes aux responsables. Afin d'éviter de nouvelles effusions de sang, il est également nécessaire de mener des enquêtes coordonnées qui permettent de poursuivre les responsables dans des pays tiers selon le principe de compétence universelle.

Nous ne pouvons pas laisser le régime iranien continuer à recourir à la violence pour réduire au silence les voix critiques. Les responsables de ces graves violations des droits humains ne doivent pas rester impuni-e-x-s.

Natalie Wenger

Signez notre pétition ! Exigez la fin immédiate des violences en Iran et la poursuite pénale des auteur-ric-e-x-s de ces crimes !

BOUTIQUE

Tous nos produits sont fabriqués de manière durable et éthique.

**D'AUTRES ARTICLES GRIFFÉS PEUVENT ÊTRE COMMANDÉS
SUR LA BOUTIQUE EN LIGNE [SHOP.AMNESTY.CH](http://shop.amnesty.ch)**



TASSES À ESPRESSO

Faïence émaillée blanche, avec bord et logo Amnesty noirs. Hauteur 7,5 cm, contenance 10 cl. Carton de 3 pièces.

Fabriqué en Pologne.

Art. 2300.046 / Fr. 30.–



TROUSSE

En toile de sacs issus des surplus de La Poste. Fait main en Suisse.

Grande (22 x 15 x 8 cm) :
Art. 2200.084.G / Fr. 55.–

Petite (19 x 12 x 6 cm) :
Art. 2200.084.K / Fr. 47.–

SET DE 2 ÉPINGLETTES «BOUGIE»

Une dorée, l'autre argentée, dans un sachet en tissu. Hauteur 2,5 cm.

Art. 2300.049 / Fr. 10.–



CHAUSSETTES AMNESTY

Motif rayé et logo bougie.
80 % coton, 18 % polyamide, 2 % élasthanne.
Fabriquées au Portugal.

Gris et noir:

Taille M (36-40) : Art. 2200.099.M / Fr. 15.–

Taille L (41-46) : Art. 2200.099.L / Fr. 15.–

Jaune et noir:

Taille M (36-40) : Art. 2200.098.M / Fr. 15.–

Taille L (41-46) : Art. 2200.098.L / Fr. 15.–

JE COMMANDE LES ARTICLES SUIVANTS:

Quantité	Nom de l'article	Taille	Art. n°	Prix

Nom: _____ Rue: _____

Lieu: _____ E-mail: _____

Tél.: _____ Signature: _____

Numéro de membre / client-e-x (si connu): _____

Les membres de la Section suisse d'Amnesty International bénéficient de 10 % de rabais sur les publications et les articles de la boutique, à l'exception des bougies.

Envoyez vos commandes à Amnesty International, case postale, 3001 Berne ou commandez sur notre boutique en ligne: shop.amnesty.ch